

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

SAMEDI 3 SEPTEMBRE 1977 - N° 497

Commission paritaire n° 56942 - Tél : 636.73.76

1,70 F

MARCHAIS
À ANTENNE 2 :

Des
justifi-
cations
pour
l'après 78

Marchais à Antenne 2 jeudi soir, poursuivant la polémique avec le PS, semblait soudain découvrir que ce dernier risquait fort d'avoir des envies de gouverner tout seul après une éventuelle victoire de l'union de la gauche, en mars 78 ! Inquiétudes fondées, mais bien tardives et bien suspectes de la part d'un personnage qui a joué un grand rôle dans la remise sur pied de la vieille social-démocratie. Parallèlement à ce discours, le PCF poursuit sa campagne sur la «réactualisation», notamment en sortant lundi un numéro spécial de *L'Humanité*, tirant à cinq millions d'exemplaires alors que, par ailleurs, on annonce que le «sommet» de la gauche pourrait se tenir le 14 septembre.

(Voir p. 6)

A nos lecteurs

Nous signalons à nos lecteurs et particulièrement à nos lecteurs de province que la transformation du *Quotidien du Peuple* en journal du soir entraîne des modifications dans la mise en vente du journal pour la fin de semaine. A Paris, l'édition datée de dimanche-lundi sera disponible samedi après-midi. En province, cette édition sera mise en vente dès dimanche et encore à l'affichage le lundi. Cela donne donc la possibilité à nos lecteurs de province d'acquiescer le *Quotidien du Peuple* dès dimanche matin dans les kiosques et chez les marchands de journaux ouverts ce jour-là. Ils peuvent nous signaler les kiosques qu'ils voudraient voir particulièrement servis ce jour-là.

Congrès mondial des psychiatres à Honolulu

CONDAMNATION DES PRISONS PSYCHIATRIQUES DE BREJNEV



L'hôpital psychiatrique spécial d'Orel.

Malgré les manœuvres cyniques des représentants soviétiques qui faisaient l'éloge de la «législation humanitaire» de l'URSS et protestaient contre une campagne anti-soviétique, tout en confirmant leurs diagnostics qui ont fait enfermer Pliouchtch et des milliers d'autres, la conférence mondiale des psychiatres a condamné la répression psychiatrique contre les opposants.

Plus que cette condamnation formelle, il faut retenir

de la conférence d'Honolulu qu'elle aura été une tribune de dénonciation du fascisme en URSS grâce aux conférences de presse de Pliouchtch et de Boukovsky. Sous les feux de l'actualité, ils ont pu dévoiler aux peuples du monde le hideux visage de la dictature fasciste de Brejnev.

Cette condamnation de l'«utilisation de la psychiatrie à des fins politiques» ne doit cependant pas conduire à des illusions sur la psychiatrie «ordinaire». Si la psychiatrie

est utilisée comme moyen ouvert et massif de répression en URSS, en Afrique du Sud et en Amérique Latine, elle n'a évidemment rien, en France, d'une science «neutre». La loi de 1838 permet au préfet et à un psychiatre les internements arbitraires. Le plus souvent, la psychiatrie ne propose comme remèdes aux travailleurs rendus malades par l'oppression capitaliste que l'enfermement ou l'abrutissement par les drogues pharmaceutiques.

(Voir p. 7)

RHODÉSIE (ZIMBABWE) LE PLAN ANGLO-AMÉRICAIN INACCEPTABLE POUR LES PATRIOTES

On connaît aujourd'hui les grandes lignes du plan anglo-américain, pour le Zimbabwe, résultat de six mois d'agitation diplomatique des impérialistes occidentaux. Par rapport à l'attitude de la Grande Bretagne à la Conférence de Genève l'année dernière on note un recul : celle-ci prendrait la responsabilité de la décolonisation, ce qui enlève toute légitimité au régime raciste de Smith. Mais le plan étudie un point fondamental, celui du démantèlement de l'armée raciste. Il prévoit pendant une période intérimaire le maintien de l'ordre par des forces de l'ONU. Pendant cette période, dont la durée

n'est pas déterminée, toutes les forces armées, c'est à dire à la fois celles des patriotes et des racistes seraient sous l'autorité du haut-commissaire britannique.

Cette proposition est inacceptable pour les patriotes : elle revient à maintenir l'essentiel des structures de l'État raciste tout en mettant en selle des fantoches africains. Ce qu'exige le Front Patriotique du Zimbabwe, c'est l'indépendance, le pouvoir aux patriotes africains tout de suite.

(Voir p. 8)

ST NABORD (VOSGES)

MONTEFIBRE JOURNÉES PORTES OUVERTES

Le trésor a saisi les stocks

C'est lundi 5 septembre que les actionnaires de Montefibre, filiale de la Montedison implantée depuis 1965 dans les Vosges, rendront un ultime verdict qui va décider du sort de 1 039 travailleurs vosgiens et leur famille : l'usine va-t-elle ou non être condamnée à fermer définitivement ses portes ?

L'État a pris les devants : il s'est payé les créances dues par la direction en faisant saisir les stocks jeudi après-midi.

Les mille ouvriers menacés, quant à eux, préfèrent s'assurer de la solidarité de la population vosgienne en vue d'une lutte qui s'annonce longue et difficile : ils ouvrent les portes de leur usine samedi 3 septembre de 10 h à 18 h.

(Lire notre reportage p. 12)

Textile : journée d'action le 15

Montefibre, Rhône-Poulenc, St-Joseph, Schlumpf... Une suite de noms et de luttes dans le dossier noir de la crise du textile. Pour faire entendre la voix de milliers de travailleurs menacés, la Fédération CGT du textile a lancé la proposition d'une journée d'action dans la branche le 15 septembre.

(Voir p. 2)

Justice civile gratuite : amendes plus lourdes

Peyrefitte a proposé l'allègement d'une partie des frais de justice civile. Toute une série de vieilles taxes trop compliquées pour être rentables vont être supprimées. L'appareil judiciaire n'en sera que plus efficace pour réprimer et d'autre part les amendes vont être plus lourdes.

(Voir p. 4)

Café : baisse... de la hausse

Boulin, sous-ministre des finances a annoncé une série de baisses sur des produits alimentaires : café, huiles, margarine, chips... Le café va baisser en principe de 10 % alors qu'il avait presque doublé en quelques mois. L'objectif du gouvernement est d'amorcer une décade de l'indice à l'approche des élections.

LUTTES OUVRIERES

Longwy : train bloqué

L'express Longwy-Paris aura pris une heure de retard. Jeudi à l'aube, près de deux cents travailleurs et militants syndicalistes des usines sidérurgiques du Pays-Haut se retrouvaient en gare de Longwy pour cette action spectaculaire destinée à protester contre le chômage endémique qui assassine la Lorraine à petit feu. Parmi les manifestants, une majorité de travailleurs des usines de Chiers-Châtillon qui viennent de recevoir quelques 500 lettres de licenciement. Cette manifestation était à la seule initiative de la CGT. Avant de quitter les lieux et de regagner leurs usines, les sidérurgistes de Longwy ont été gratifiés d'une prise de parole du maire socialiste, Jules Jean. Alors que le démantèlement d'Usinor à Thionville est amplement entamé, que Sacilor-Sollac vient de confirmer une nouvelle saignée prochaine de 2 800 emplois, les lourdes menaces sur l'emploi dans la région de Longwy avivent les inquiétudes de la population du bassin. Ces inquiétudes de la population lorraine sont grosses d'orages pour la rentrée. Ceux de la Chiers viennent de le rappeler.

Opération
«SVP apprentissage»

Numéros d'appel téléphonique spéciaux, flashes d'information à Radio-France pendant plusieurs jours, dossiers pour la presse... rien n'est refusé aux 98 chambres de métier qui, en liaison avec les «organisations professionnelles», lancent une opération «SVP apprentissage», dans le cadre de la campagne «Emploi des jeunes dans l'artisanat». L'objectif est de faire passer de 60 000 à 120 000 le nombre de contrats d'apprentissage conclus à la rentrée de septembre.

Après l'opération Haby pour les jeunes de technique, qui permet le prolongement d'études pour des élèves qui devaient quitter l'école, voici donc une nouvelle trouvaille du gouvernement. Des centaines de milliers de jeunes au chômage, c'est décidément bien dangereux !

Paris XV^e :
contre les exactions
racistes

Paris XV^e : on connaissait les attentats répétés qui ont visé les locaux de l'U.L.-CFDT de l'arrondissement. Il y a eu l'agression contre une militante du «Collectif logement» par de jeunes recrues fascistes marquées de la croix celtique. Cette militante s'est retrouvée à l'hôpital avec une côte fracturée, un œdème interne et de multiples contusions...

On ne compte plus les coups de poing contre les diffuseurs sur les marchés de l'arrondissement, non plus que les interventions de milices armées et de commandos à la porte des entreprises... L'exemple de l'«ordre social» dans les bâtiments de Citroën tout proches ferait-il école ?

A cela, il faut ajouter la nomination par Chirac d'un dirigeant connu du PNF comme officier municipal du XV^e...

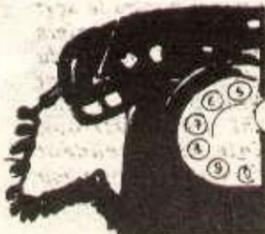
Alors, le XV^e est-il terre de prédilection des exactions des groupuscules fascistes ? L'U.L.-CFDT-XV^e estime que «ces faits rendent nécessaire une campagne anti-fasciste» dans l'arrondissement. Elle appelle pour cela à une assemblée le vendredi 9 septembre à 20 heures dans ses locaux, 115 rue de la Croix-Nivert.

Étampes :
l'imprimerie MPI
occupée

Les ouvriers de l'imprimerie MPI à Étampes, dans l'Essonne, ont occupé leur entreprise : le bilan venait d'être déposé par la direction.

TÉLÉPHONEZ
AU QUOTIDIEN

636.73.76.

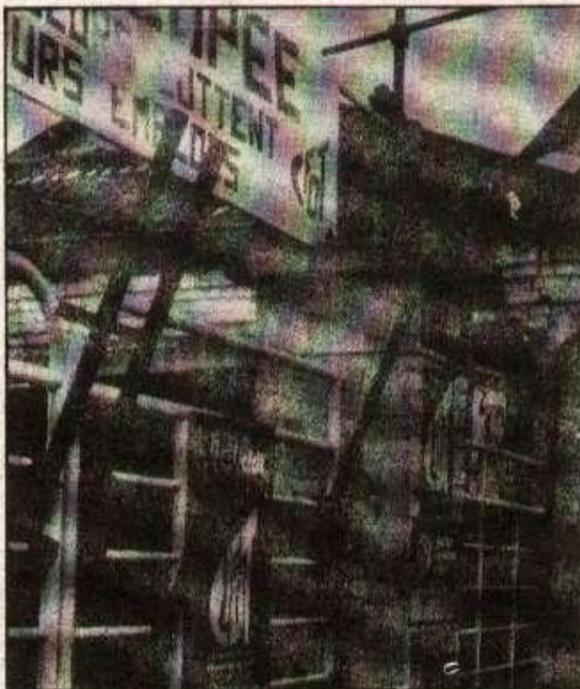


Defrenne (Roubaix)

4 MOIS
D'OCCUPATION

Cela fait juste un mois que les ouvriers de Defrenne, à Roubaix et Leers, occupent leurs deux usines. Depuis que la faillite des frères Schlumpf, propriétaires de filatures en Alsace et du Tissage Defrenne, a entraîné celle de l'entreprise de Roubaix. De nombreux licenciements étaient alors annoncés.

Un cabinet d'experts étudiait un projet, qui ne présentait aucune garantie pour l'avenir, et comportait de toute façon des licenciements immédiats. Le tribunal de commerce prononce la liquidation des biens. Les ouvriers occupent, à Roubaix et à Leers, ils regardent d'un peu près les comptes, ils pressentent un certain nombre d'irrégularités. La CFDT porte plainte. Dans le même temps, les syndicats demandent l'expulsion des occupants. Ils obtiennent un jugement ordonnant l'expulsion des occupants. Mais quelques jours auparavant, le patron Defrenne est inculpé et incarcéré, pour «abus de biens sociaux, infraction à la loi concernant les sociétés, et faux en écritures de commerce.» Les Defrenne



Defrenne-Leers : le dispositif de défense de l'usine occupée.

renforcent la mobilisation et les mesures de sécurité. A Roubaix, il faut montrer la patte blanche pour entrer. Des échelles sont dressées pour surveiller du haut des murs d'enceinte et des toits. La porte de la rue

Dampierre est condamnée, renforcée avec une benne de plus d'une tonne. La porte d'entrée est percée de meurtrières, renforcée de barres de fer. A Leers aussi, on prend des mesures similaires.

L'expulsion en fait ne se réalisera pas. Le 31 août, le tribunal de Lille estimait qu'il n'y avait pas lieu de procéder à l'expulsion. Depuis le début de la lutte, les ouvriers s'entendent dire par le patronat : «Une usine occupée n'intéresse personne, c'est son passif social.» Malgré ce chantage à la reprise industrielle, les Defrenne tiennent bon.

SOPARLAINE
LICENCIE
(WATRELOS)

La direction de l'entreprise Soparlaine, du groupe Dolfus-Mieg, a décidé de licencier 90 personnes, «dans le cadre d'un plan visant à retrouver de meilleures conditions de compétitivité, grâce à l'amélioration de la productivité des machines et à une réduction sensible des frais généraux», d'après ses propres termes. Elle parle d'expérience : de 1971 à 1976, la production a baissé d'un cinquième, les effectifs de moitié.

Lainière de Roubaix

Un nouveau PDG arrive...
les licenciements aussi

Depuis plusieurs semaines, de nombreux travailleurs et des syndicalistes constatent certains faits survenus dans le groupe Prouvost Masurel S.A.

C'est d'abord la réimplantation de nombreuses machines de production dans un même atelier : le bobinage cône avec, pour les travailleurs des conséquences directes : suppression d'emplois, augmentation de la productivité et des charges de travail. Une ouvrière ne s'occupant plus de 50 broches, mais de 100 !

Ce sont aussi les mutations d'une salle à l'autre, d'une équipe à l'autre sans demander l'avis de l'ouvrier, «où c'est la porte !», comme disent les chefs !

C'est enfin une série de démissions de directeurs des différentes entreprises du groupe.

Le grand patron, Albert Prouvost, placerait des hommes à lui aux leviers de commande de l'entreprise.

Tous ces faits nous indiquent une prochaine restructuration importante dans ses entreprises.

Au cours de cet été, les nouvelles se précipitent. En effet, M. Claude Alain Sarre, l'un des «grands patrons» français, PDG de la Lainière de Roubaix, après l'avoir été chez Citroën, «a été remercié par le conseil unanime pour le travail effectué au sein de la société», au cours d'une réunion extraordinaire du conseil d'administration du groupe Prouvost-Masurel, qui se tenait à Paris le 25 août. Ce conseil d'administration a désigné M. Christian Derveloy pour lui succéder.

Il nous semble bien que l'on assiste à une prise de participation majoritaire du holding Prouvost S.A. au sein du groupe Prouvost Masurel S.A.

Pour les Prouvost, M. Derveloy serait un meilleur gestionnaire des affaires que ne le fut M. Sarre. Ce nouveau PDG est bien connu

des travailleurs et des syndicalistes des usines de Roubaix-Tourcoing. En effet, il a été PDG du tissage Louis Lepoutre et Cie, puis de la société Pannel et Flipo, deux sociétés faisant partie du groupe, où il a réorganisé les affaires au prix de centaines de licenciements (350 chez Lepoutre, 100 chez Pannel et Flipo), et d'une productivité accrue. Le voici donc PDG de la Lainière de Roubaix avec, dans ses valises, une nouvelle «réorganisation» !

Des bruits de licenciements, ou tout au moins de pré-retraites, courent actuellement sur la place de Roubaix. Même si plusieurs vieux travailleurs acceptaient ce départ avant l'âge légal, à condition d'obtenir une bonne pré-retraite, le mécontentement grandit dans l'entreprise. Cette vieille ouvrière du bobinoir affirme que s'il y a 300 suppressions d'emplois avec beaucoup de pré-retraites, «ce n'est pas pour autant qu'ils les remplaceront par des jeunes». «Et mon garçon de 19 ans

restera au chômage !», précise-t-elle.

Deux autres ouvriers, et cette ouvrière du retordage, dénoncent «l'augmentation des charges de travail qui, en retour, vont nous tomber dessus sans nous demander notre avis».

C'est pour ces raisons que la section syndicale CFDT communique et informe sur grands panneaux dans l'usine : «Un PDG s'en va... un autre le remplace. Pour nous, travailleurs de la Lainière, les conditions de vie et de travail s'aggravent chaque jour (menaces de licenciements, mutations, chômage, pouvoir d'achat en baisse).

Le changement de direction ne nous apportera rien.

Seule l'action des travailleurs et de leurs organisations syndicales est la solution à nos problèmes.

La lutte continue pour la défense de nos emplois, notre pouvoir d'achat, de meilleures conditions de travail, le droit à l'information.

Correspondant Lainière

LUTTES OUVRIERES



De nos correspondants.

• Dans l'horlogerie et la métallurgie :

Les travailleurs de Lip ont eu à faire face cet été d'une part aux attaques policières et d'autre part aux manœuvres des partis de gauche et de la municipalité.

Aux attaques du pouvoir, les Lip ont riposté du tac au tac : après une première coupure de courant dans le transformateur EDF, les Lip le rétablissent. Mais la police intervenait dans la nuit du 9 juillet pour détruire à coup de masse le fameux transformateur. Le même samedi, la police envahissait à nouveau l'usine pour s'emparer de 388 montres et arrêter les travailleurs présents comme de vulgaires voleurs. La même semaine, la direction de l'équipement faisait enlever par des sbires les panneaux d'information installés par les Lip sur les routes, alors que les travailleurs de l'Équipement avaient refusé de les enlever par solidarité.

Malgré cela, les Lip ont poursuivi l'occupation, la production et la vente des montres. Pourtant le 18 juillet, nouvelle intervention policière avec des procédés particulièrement odieux : déguisés en handicapés physiques, les flics trompèrent ainsi la vigilance des ouvrières. Et face à la riposte des Lip, la police n'hésite pas à inculper les ouvrières d'«outrage à agents» !

La justice n'est pas encore en vacances : elle justifie la liquidation de l'entreprise tandis qu'à Besançon, un autre jugement est attendu avec inquiétude, des rumeurs de démantèlement des machines se précisant les premiers jours d'août. La mobilisation est forte malgré la période et finalement le jugement est reporté au 12 septembre.

Entre temps les Lip se sont mobilisés à plusieurs reprises pour rappeler leur présence, notamment aux automobilistes de passage. Le restaurant a été ouvert aux chômeurs qui peuvent y manger pour 4 francs. Mais c'est surtout la vente des montres qui a permis de procéder à deux payes pour compenser la perte des 90 %, d'abord à une cinquantaine de Lip en juillet, et à près de 500 en août.

Tentant de mettre à profit les difficultés des Lip pour imposer leurs «solutions», la municipalité et les partis de gauche ont multiplié les déclarations et

les rencontres. Au delà des mots, les travailleurs de Lip présents ont pu constater qu'il n'y a guère de concret derrière les propositions de ces politiciens. En dehors du rachat éventuel du terrain et des bâtiments par la municipalité, Schwint (le maire), Boullache (député) ou les conseillers généraux du PS ont été unanimes pour «lever toute illusion» : le problème est politique, il faudra attendre, pas seulement 78 car «en cas de victoire de la gauche, il faudra mettre en place une planification, ce qui sera lourd et difficile et nous demandera au moins deux ans de tâtonnements. (...) Il serait malhonnête de dire que la gauche au pouvoir résoudre d'un coup de baguette le problème du chômage.»

Contrairement aux déclarations répétées de M. Dollin de la Chambre d'Horlogerie, Lip n'est pas le seul point noir de l'horlogerie tant à Besançon que dans le Haut-Doubs : «Ainsi, à Morteau, en pleine période de vacances du personnel, le tribunal de commerce décide de fermer l'entreprise alors que depuis des mois Edgar Faure ou le maire (Genevard) avaient accumulé les promesses. La CGT appelle à lutter pour le reclassement du personnel.»

Pourtant l'Association des frontaliers précisait à ce moment que sur les 2 000 travailleurs frontaliers licenciés de Suisse, moins de 5 % avaient pu se reclasser en Franche-Comté, la plupart ayant dû quitter la région.

A Besançon, DIFOR, la seconde entreprise de vente par correspondance d'horlogerie et bijoux (après MATY) révèle ses difficultés financières au personnel qui rentre de vacances : il n'y aurait pas encore de licenciements prévus pour les 2 000 travailleurs mais ceux-ci devraient participer activement au redressement et se serrer la ceinture. Les travailleurs ne l'entendent pas ainsi.

A l'entreprise de mesure linéaire STANLEY-MABO, malgré les démentis du patron, inquiétude pour l'emploi après le transfert d'une partie de la production (outillage) à Châtellerauld.

Enfin, à Lons-le-Saunier, l'usine scandinave de rou-

lements à bille SKV, récemment installée dans le Jura menace déjà de fermer en licenciant tout son personnel (une centaine de travailleurs).

A l'entreprise Bulet de Besançon en juillet, agression patronale contre les ouvriers en grève pour des augmentations de salaire : une voiture fonce dans le piquet de grève.

• Dans le textile :

Une semaine de chômage technique et un projet de 200 licenciements à Texunion à Héricourt. Rencontre entre les syndicalistes CFDT des deux usines de textiles artificiels frappés par la crise : celle de Montefibre à Saint-Nabord dans les Vosges et celle de RPT à Besançon où, malgré les silences de la direction locale, la menace d'une fermeture totale décidée par le groupe Rhône-Poulenc se confirme de plus en plus.

• Dans le bâtiment :

90 licenciements à Belfort suite à la fermeture de la seconde entreprise de bâtiment du territoire (FLORESE) tandis que l'emploi reste toujours menacé chez l'Héritier.

• Dans les papeteries :

Fermeture de l'usine Ayssebat-Rey à Deluz (90 licenciements) et lutte pour la réintégration d'un délégué CGT licencié de l'entreprise Avébène, dépendante de la Rochette CENPA à Novillars.

• Au CAT :

La municipalité de gauche fait durer la fermeture : après deux heures de discussion, le conseil municipal renvoie le dossier en commission ! Une seule chose est claire : les salaires doivent être réduits de 30 %.

• La justice contre les paysans :

Le 8 juillet, le tribunal de Besançon condamne à des fortes amendes des agriculteurs et responsables syndicaux qui s'étaient opposés à une vente d'herbe à des tarifs spéculatifs. «L'action collective de Dampierre-les-Tilleuls n'est pas tolérable, et porte atteinte aux biens des personnes.» Le syndicat de la propriété agricole qui s'était déjà manifesté à propos de l'affaire de la Frogneuse se félicite du jugement : il veut «lutter contre les soviets dans les campagnes.»

INFORMATIONS GENERALES

Chatenay Malabry

LE MEURTRIER TOUJOURS EN LIBERTÉ

ENCORE DE NOUVELLES BAVURES

Le brigadier Marchaudon, meurtrier de Boukhezer, était vendredi matin toujours en fonction au commissariat de Sceaux. Il avait sur lui l'arme du crime. Aucune poursuite judiciaire n'avait été lancée contre lui. Seule l'IGS, la police des polices, avait commencé son enquête. Peut-être le brigadier Marchaudon sera-t-il muté dans un autre commissariat, comme lors de sa dernière «bavure».

Certains syndicats de police, une partie de la presse de droite, réclament désormais l'inculpation de Marchaudon et une enquête judiciaire. Le scandale cette fois, est en effet trop gros pour être tu, les faits ne peuvent plus être cachés. L'impunité de Marchaudon jette un trop grand discrédit sur la police, sa condamnation de principe par contre, la laverait des accusations qui pèsent sur elle. Tel est le calcul que font ceux qui s'indignent maintenant que le scandale a éclaté, mais qui se sont tus aux précédentes bavures. Leur

préoccupation n'est pas de mettre fin aux exactions de la police et de faire condamner un meurtrier, mais de préserver l'honneur de la police pour qu'elle puisse continuer à jouer son rôle répressif tout en conservant une bonne image de marque.

Si l'affaire Marchaudon est exemplaire, ce n'est pas qu'elle soit exceptionnelle, mais au contraire c'est qu'elle est révélatrice du fonctionnement ordinaire de la police et de son rôle.

D'autres interventions musclées de la police au cours de la semaine en témoignent. Mercredi à Nice, une patrouille de police surprend trois gangsters dans une voiture volée, elle les prend en chasse et ouvre le feu sur les occupants de la voiture. L'un d'eux est blessé d'une balle dans la hanche. A Paris, au cours d'un contrôle de routine, des Antillais mettent un peu trop de temps au gré des policiers à présenter leurs papiers. Le conducteur est sorti de sa voiture

et passé à tabac, puis devant les protestations des témoins, l'embarquent dans le car de police. Dans le «feu de l'action», un policier tire, heureusement personne n'est blessé. L'Antillais passé à tabac, a été inculpé de coups et blessures.

A Metz, mardi, un homme ivre, Ait Habib Segir s'agit sur la voie publique. Deux témoins le tabassent, la police l'emmène à l'hôpital qui le relâche. La police l'emmène au commissariat, il est retrouvé mort dans sa cellule le lendemain matin. Etonnant cette prédilection de certains pour décéder dans les commissariats !

La radio a bien été obligée de parler de l'affaire de Chatenay Malabry. Pour atténuer son «mauvais effet» sur l'opinion, un sondage de l'IFOP publié dans «le journal des armées» a été sorti. Selon ce sondage dont on ne sait rien de la réalisation, 85% des Français penseraient que les policiers sont des braves gens. Un sondage qui autorise la police à continuer comme avant.

En bref... En bref... En bref...

Après les expulsions dans le Marais

L'intercomité du Marais, après les expulsions des cinq familles occupant des logements vides a tenu une réunion publique mardi soir qui a rassemblé beaucoup de personnes. Il a été décidé d'organiser une manifestation mardi prochain, et dans l'immédiat de former un comité de soutien aux familles expulsées et aux locataires du quartier.

Pour participer au comité, rendez-vous à la permanence de l'intercomité du Marais, 7 rue des Lions St Paul de 14 h 30 à 15 h 30 et de 18 h 30 à 19 h 30.

Meurtre de Valérie : un garçon de 13 ans inculpé

Après la découverte du corps de Valérie Menu, 11 ans, son compagnon de jeux, un garçon de 13 ans a

été placé sous mandat de dépôt et inculpé d'homicide volontaire. Le corps de Valérie a été découvert à Villers Sire-Nicole, près de Maubeuge, percé d'une vingtaine de coups de couteau, les mains liées. Elle avait été vue en train de jouer avec le jeune garçon inculpé. Les traces trouvées autour du corps semblent être celles de l'inculpé. Celui-ci a subi vendredi plusieurs expertises psychiatriques après son inculpation.

net étant jugé «irresponsable». Mais Serbonnet refuse que son acte politique (même si sa forme est contestable, comme il l'admet aujourd'hui) soit transformé en acte de folie. Il obtient une contre-expertise qui le reconnaît responsable. Jeudi, le tribunal correctionnel l'a condamné pour son acte à 16 mois d'emprisonnement, dont huit avec sursis. Mais, les mois d'internement ne sont pas considérés comme des mois de prison !

Teppaz-Lyon : accord pour une réembauche partielle

Une table ronde entre la CFDT et le préfet s'est tenue hier à Lyon concernant l'avenir de l'entreprise Teppaz mise en liquidation. Une proposition de reprise partielle a été faite par les pouvoirs publics. L'État serait prêt à aider à la réembauche de 50 ouvriers licenciés sur 120. La CFDT serait d'accord «Nous sommes prêts à reprendre le travail a-t-elle déclaré, avant d'avoir reçu notre lettre d'embauche ; si bien sûr nous avons les assurances nécessaires.»

Après 5 mois d'internement abusif, 16 mois d'emprisonnement

Le 23 décembre 1976 à Paris Eric Serbonnet tentait de prendre en otage le directeur de la compagnie aérienne sud-africaine «pour protester contre le sort réservé aux prisonniers politiques d'Afrique du Sud». Arrêté, il est interné d'office à l'hôpital psychiatrique Sainte-Anne pendant cinq mois. Un non-lieu est prononcé, Serbon-

INFORMATIONS GENERALES

Baisse de certains produits alimentaires annoncée

Boulin, ministre délégué à l'Economie et aux Finances a annoncé des diminutions de prix sur un certain nombre de prix pour la fin septembre. Il s'agit du café, des huiles, des pommes de terre et de certains légumes. La procédure utilisée pour obtenir ces baisses est inhabituelle. Le gouvernement a demandé aux producteurs de baisser leurs prix, et il tentera certainement de faire appliquer cette mesure au risque de mécontenter un peu les producteurs. Le but est bien évidemment de freiner la hausse de l'indice des prix. Les répercussions se feront sentir sur l'indice d'octobre qui sera publié fin novembre, ce qui permettra au gouvernement de finir l'année sur une amélioration et d'aborder la période électorale en meilleure posture.

Reste à mesurer la répercussion de ces mesures sur les prix à la

production. Les torréfacteurs devront baisser leurs prix de 10 % au 6 septembre. Depuis avril les cours mondiaux du café ont baissé de 35 %, sans que cela se répercute sur les prix à la consommation. Même avec la baisse de 10 %, les torréfacteurs auront donc empêché une hausse de leur marge de 25 %. Les cafés solubles baisseraient de 7 %, les huiles de soja et d'arachide de 10 %, l'arachide et la margarine de 6 à 7 %, les purées en poudre et les chips de 10 à 15 % et les aliments du bétail de 15 %. Au détail, une partie de ces baisses sera certainement absorbée dans la marge des détaillants, par un phénomène habituel : les prix vont monter dans la période précédente la baisse officielle pour ensuite marquer une baisse artificielle. Les consommateurs ne retrouveront donc qu'une partie de la baisse décrétée par le gouvernement.

Un pesticide dangereux : le «nemagon»

Un pesticide le «Nemagon», fabriqué aux Etats Unis et diffusé aux USA, en Hollande et en France est rendu responsable des stérilités survenues chez des ouvriers ayant manipulé ce produit. Le Nemagon produit par Shell contient du Dibromochloropropane (D.B.C.P.). Le dossier du Nemagon est à l'heure actuelle entre les mains du Bureau de Protection des Végétaux, qui dépend du ministère de l'agriculture. Il faudra attendre fin septembre pour que la commission de retrait des homologations se réunisse en vue d'interdire l'utilisation de ce pesticide !

Les Français et le nucléaire

Le sondage réalisé par le Nouvel Observateur sur le thème «Les Français et le Nucléaire» fait l'objet de vives critiques de la part du syndicat CFDT des instituts de sondage qui dénonce «le caractère imprécis, superficiel des questions entraînant des réponses contradictoires. Le syndicat s'interroge sur le rôle et l'honnêteté des sondages d'opinion de ce type, lié à l'événement (...). Il dénonce les ambiguïtés (de ce sondage) qui ne peuvent conduire qu'à des interprétations abusives, voire manipulatoires. Il constate une fois de plus que le goût du sensationnel et la soif du profit ont réuni, dans un même projet, un hebdomadaire d'opinion et un Institut de sondage pour le plus grand malheur de l'information».

Nairobi : la lutte contre la désertification

A Nairobi, 1 500 experts de l'ONU et les représentants de tous les pays concernés étudient le grave problème posé par la désertification progressive de nombreuses zones cultivées. Depuis 1958, le Sahara a progressé d'une centaine de kilomètres et ce sur un front de cinq mille kilomètres de la mer Rouge à l'Océan Atlantique. Au total, 600 millions de personnes sont menacées dans le monde par l'avancée des déserts. Un fléau dans lequel les impérialismes ont une lourde responsabilité, en pillant et appauvrissant des pays qui n'ont souvent pas les moyens de mettre en œuvre une politique cohérente (et coûteuse) de lutte contre la désertification.

La suppression de plusieurs taxes et redevances judiciaires

Le mensonge de la «justice gratuite pour tous»

●Alain Peyrefitte, ministre de la justice, a annoncé lors d'une conférence de presse, l'intention gouvernementale de déposer un projet de loi en vue de supprimer «toutes les taxes, les redevances et tous les droits qui affectent les actes de procédure civile».

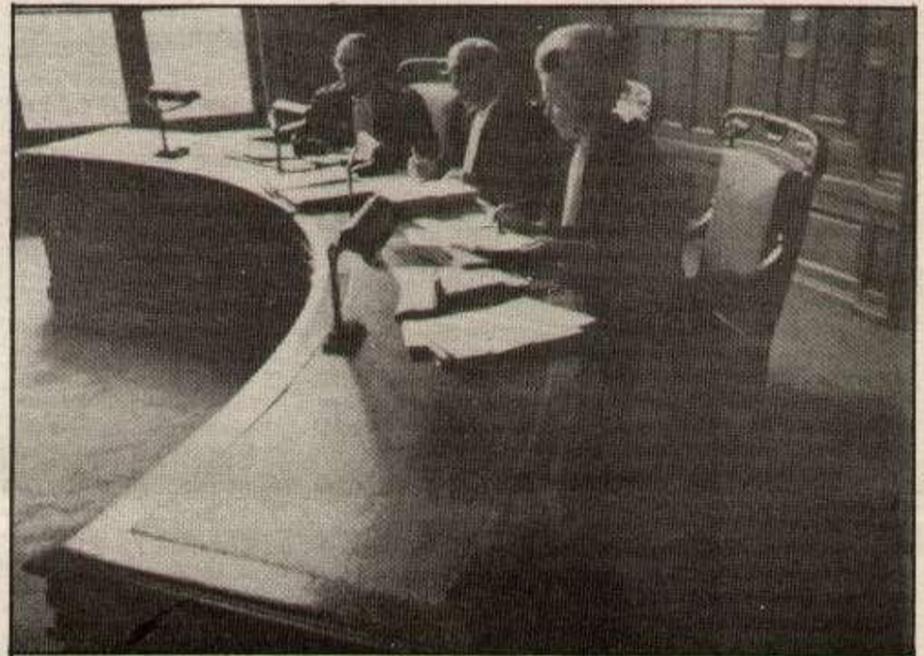
Le projet de loi devrait être présenté devant le Parlement avant la fin de l'année 77. Le coût de cette réforme est estimé à environ 200 millions de francs, somme qui sera prise en compte dans la loi de finances pour 78.

Il faut tout d'abord préciser les limites de la réforme. Seront supprimés les seuls frais de procédure redevables au Trésor, redevances de greffe, forfait fiscal, frais d'enregistrement, et taxe para-fiscale. Les frais de procédure tels qu'ils existent actuellement, comportent une extraordinaire accumulation de timbres et de taxes diverses. Pas de papiers sans taxes annexes au bénéfice du Trésor ! Il y a plus de 170 types de redevances, exemple : au tribunal de grande instance un «jugement sur le fond» coûte 65 F, un arrêt «ordonnant expertise» coûte 140 F en cour d'appel, un jugement d'adjudication (grande instance) coûte 250 F, un «ordre amiable» 300 F, l'envoi d'une commission rogatoire 40 F, une déclaration de nationalité 20 F, etc. Un procès coûte en moyenne 400 à 500 F au justiciable, souvent plus pour les seuls frais de procédure !

LA SUPPRESSION TARDIVE DE TAXES SCANDALEUSES

Prenons l'exemple de la taxe para-fiscale. Cette taxe a été instituée il y a environ cinq ans, après la suppression des offices d'avoués (dans un but de simplification). Les avoués étaient chargés de représenter le justiciable devant le tribunal de grande instance. Pour compenser la perte financière qu'aurait pu représenter pour les avoués, la perte de leur monopole sur la procédure écrite, un fonds d'indemnisation est créé, alimenté par la fameuse taxe. C'est ainsi qu'on a vu des avoués (reconvertis désormais en avocats) toucher parfois des sommes de plusieurs dizaines de millions ! L'Etat supportait théoriquement la charge de l'indemnisation. Mais pour se rembourser, il a créé une taxe para-fiscale ! Et alors que l'indemnisation avait fini d'être versée aux avoués, l'Etat continuait de percevoir cette taxe volée au justiciable !

Le principe même de l'indemnisation, est lié aux privilèges de justice. L'avoué achetait sa charge, comme le font encore au-



Justice gratuite : il ne faudra plus payer pour se faire battre.

jourd'hui, les huissiers, notaires, commissaires-priseurs, etc.

Alors que la nationalisation des greffes est presque arrivée à son terme, toute une série de taxes continuent à être demandées au justiciable à ce titre. C'est-à-dire que les greffes qui sont déjà financées par le contribuable, le sont aussi par le justiciable !

Les mesures annoncées ne feront donc que supprimer tardivement des pratiques proprement scandaleuses.

Les mesures «Peyrefitte» sont destinées, en dehors de l'effet de propagande recherché, à réaliser en outre, des économies de personnel au niveau des greffes. Depuis la nationalisation, très peu de personnel a été formé et une crise grave se préparait au plan des effectifs. En dégageant un ou deux fonctionnaires (ceux qui étaient chargés de percevoir les redevances) par greffe, le gouvernement «détend» momentanément la situation. Le ministre prétend que le temps perdu à recouvrer les redevances sera utilisé à mieux suivre les dossiers, qui traînent et s'accumulent. En supprimant ces taxes compliquées, le ministère de la Justice réalise, aussi étonnant que cela puisse paraître, des économies, car la perception des taxes revenait à plus cher que ce

qu'elles rapportaient au Trésor.

LE MENSONGE DE LA JUSTICE «GRATUITE»

Peyrefitte déclare : «En 1978, la justice sera gratuite». C'est faux. Car si les frais de procédure redevables au Trésor seront supprimés, les frais dus aux intermédiaires et aux avocats subsistent. Le justiciable devra toujours payer l'huissier (citation, assignation, consignation), les experts techniques ou médicaux, les avocats. Dans le cas d'un divorce (sans consentement mutuel), c'est l'équivalent de 460 F que le justiciable n'aura plus à payer, mais il lui faudra toujours payer entre 1 000 et 3 500 F d'avocat ! Dans le cas d'une saisie, les travailleurs devront continuer à payer l'huissier qui décide du montant de ses honoraires, qui varie d'un jour à l'autre, d'une saisie à l'autre. D'autre part, la «gratuité» des frais ne concerne que la justice civile (litiges entre citoyens ou sociétés divorces...) et non la justice pénale, qui représente une grosse partie des actes de justice.

Que certaines taxes et redevances, véritables escroqueries et sacs d'embrouille administratifs disparaissent, il n'y a certes pas à le regretter ! Mais

pour les travailleurs, les dépenses de justice subsisteront. Les grandes sociétés (assurances, promoteurs immobiliers) intègrent les dépenses de justice dans leurs prix et les font ainsi payer aux consommateurs. Elles n'hésitent pas à faire durer une affaire, pour décourager leur adversaire et obtenir satisfaction.

Prenons l'exemple de l'aide judiciaire, instituée le 3 janvier 72. Ceux qui peuvent en bénéficier ne payent ni frais de justice, ni honoraires d'avocats. Le plafond de ressources prévu pour bénéficier de cette aide n'a pas «suivi» le SMIC qui a augmenté. Ce qui veut dire que de moins en moins de travailleurs peuvent y prétendre.

Au total, les mesures de Peyrefitte ne feront qu'alléger très partiellement le coût de la justice...

Il améliore quelque peu son efficacité en éliminant certains aspects archaïques et aberrants. La création de nouveaux postes de greffiers va également dans ce sens. Sans cette réforme et celles qui se préparent, l'appareil judiciaire risquait de s'asphyxier totalement. La réforme de Peyrefitte rend plus efficace le bâton qui nous frappe, il n'y a là rien de positif pour les victimes de la justice de la bourgeoisie.

Pierre PUJOL

Polémique sur les cadres

UN DÉBAT
TRONQUE

QUELQUES CHIFFRES

Définir les cadres n'est pas simple ; les différentes statistiques fournies sur leur nombre en France peuvent aller de moins de 1 million à plus de 4,5 millions suivant les critères avancés.

Selon l'INSEE : 4,4 millions divisés en deux grandes catégories.

cadres moy. 2 800 000 45 % de F. 4240 /mois
cadres sup. 1 million 1/2 23 % de F. 8375/ mois

salaires moyen F. : femmes
net.

La première catégorie est fourre tout : instituteurs, personnel d'encadrement, de l'administration, journalistes, infirmières, etc.

La seconde comprend les PDG, professions libérales, hauts fonctionnaires, etc.

Une étude partielle du Centre d'Études des Revenus et des Coûts, datée du début 76, montrait avec netteté que l'éventail des salaires entre 1954 et 1972, loin de s'être réduit, s'était aggravé et ce malgré les 35 % d'augmentation des plus bas salaires en 1968.

L'éventail des salaires en 74 et 75 du fait de la crise économique s'est largement ouvert car ce sont surtout les bas salaires qui ont été frappés. Sur la période 69/76 il n'y a jamais eu de baisse du pouvoir d'achat des cadres mais une progression de 16,6 % dans le secteur privé et de 10 % dans le public.

● En entendant et en lisant ce qui se dit ces derniers temps sur les revenus des cadres, on ne peut s'empêcher de penser que le débat est tronqué. De quoi parle-t-on en réalité ? Il n'est pas possible de faire comme le font les politiciens bourgeois et de mettre dans le même sac 96 % des cadres. Il est en effet indispensable d'établir une différenciation à partir de la place que ceux-ci occupent dans la production, et ne pas s'en tenir à la seule question des rémunérations.

Il faut, pour y voir clair, établir une distinction entre ceux qui ont un rôle répressif, généralement bien payés pour extorquer davantage de plus-value à la classe ouvrière, et les techniciens (les dessinateurs par exemple), qui exercent un travail productif. Il faut remarquer que, de la CGC de Charpentier à l'UCC-CFDT, en passant par l'UGICT-CGT, nul n'introduit cette nécessaire distinction. N'envisageant pas une réelle rupture avec le capitalisme, ils ne remettent pas en cause la division et l'organisation actuelles du travail. Ils reflètent en cela les positions des partis de gauche, tel le PCF qui se propose conformément à son projet capitaliste d'Etat, de donner davantage de pouvoirs «aux cadres», sous-entendu à ceux qui en ont déjà, c'est-à-dire des cadres déjà élevés dans la hiérarchie, responsables dans l'organisation de la production. Déjà aujourd'hui, les défenseurs de la ligne du PCF dans la CGT, ne cessent de répéter qu'il est normal que les cadres bénéficient de plus gros salaires «car ils ont fait plus d'études» par exemple. Comment ont-ils pu faire plus d'études et à quoi servent-elles ? La question n'est même pas évoquée.

LA LEVEE
DES BARRIÈRES

Une fois au pouvoir, la classe ouvrière ne se contentera pas de repenser la hiérarchie des salaires. Elle ne pourra faire autrement, si elle veut véritablement transformer les rapports de production ; que remettre au travail bon nombre de ces cadres dont la fonction répressive aura été abolie et dont le poste n'aura donc plus de raison d'être. D'autre part, sous le so-

cialisme, le rôle des techniciens sera nécessairement repensé. Ils travaillent en collaboration étroite avec la classe ouvrière et sous sa direction alors que parallèlement la classe ouvrière comble le fossé, acquérant les connaissances qui lui font défaut. Le système scolaire participera de cette politique, en donnant aux ouvriers du temps pris sur le travail, en rendant entièrement gratuit l'enseignement, à tous les niveaux, en remodelant fondamentalement le contenu adapté aujourd'hui aux intérêts de classe de la bourgeoisie et donc en œuvrant pour que se résolve progressivement la contradiction entre travail manuel et travail intellectuel, entre conception et exécution.

Certes, les responsabilités dans les différents secteurs de travail devront être définies, mais à la différence d'aujourd'hui, les nouveaux cadres seront désignés à partir de l'avis des ouvriers, ils continueront à faire des stages à la production régulièrement, ils seront révocables par les assemblées de travailleurs, «Nous sommes d'accord, dit certains, avec l'objectif à long terme, mais dans l'immédiat ?» Dans l'immédiat, il faut que les cadres progressistes, ceux qui remettent en cause le rôle qu'on leur fait jouer, rejoignent le combat de la classe ouvrière.

En ce qui concerne les salaires, sous le socialisme, existera encore une hiérarchie mais, pour l'essentiel, elle sera basée sur des critères de pénibilité du travail, d'ancienneté, de l'importance des tâches effectuées au service de la collectivité. Cela est loin de la manière dont les partis de gauche ou de droite, les syndicats de cadres, posent le problème.

LES ÉPINES
DE MANUFRANCE

La situation est désormais bloquée à Manufrance après la publication du plan de redressement des curateurs désignés par le tribunal de commerce de Lyon. Ceux-ci proposent d'une part une vague de 500 licenciements, et d'autre part l'apport extérieur d'un nouveau partenaire, qu'ils souhaitent «largement majoritaire».

La municipalité de Saint Étienne, qui détient 29 % des actions de l'entreprise, s'oppose au plan de redressement proposé, de même que les syndicats.

La crise ainsi ouverte est à multiples facettes et revêt un intérêt politique déterminant. Il n'est pas fréquent de nos jours de voir une municipalité d'union de la gauche, fraîchement élue se trouver devant la situation d'être quasiment patron d'une entreprise touchée de plein fouet par la crise. Au sein même du conseil municipal et malgré l'unité de façade, les solutions divergent

entre les membres du PCF et ceux du PS. De plus, le maire de Saint Étienne, Sanguedolce, ancien responsable CGT, ne semble pas un tenant ferme de la «ligne Marchais» au sein du PCF. L'abandon du terme de dictature du prolétariat, l'alliance poussée avec le PS ont développé des contradictions importantes au sein du PCF de la région. Division au sein de la gauche unie, division au sein du PCF, tout cela au moment où il faut gérer une entreprise en difficultés économiques voilà une situation qui, à bien des égards, préfigure peut-être l'après 78. Les tentatives pour justement retarder les décisions dans l'attente des élections semblent vaines, la gauche se trouve en face d'un épineux problème. Problème d'autant plus épineux que plus de 2 500 travailleurs stéphanois sont bien décidés à défendre leur légitime droit à l'emploi, au-delà des manœuvres politiques de droite ou de gauche.

Le plein emploi
pour 1980

M. Beullac, Monsieur licenciement qui affirmait récemment que les chefs d'entreprises ne devaient pas hésiter à embaucher puisque le code du travail offrait une série de possibilités méconnues de licenciements, a déclaré à TF 1 le gouvernement mettait à l'étude un plan devant permettre de retrouver une situation de plein emploi pour 1980 !

Il a aussi affirmé au sujet de Manufrance : «Le gouvernement ne peut pas rester insensible à l'égard de la situation d'une entreprise à laquelle tiennent les Français. Il fera tout pour la sauver, à condition que, de l'autre côté, on n'adopte pas de proposition intrinsèque conduisant à l'échec».

Une manière de dire qu'il ne fallait pas s'opposer aux licenciements : sans doute la première phrase du plan du gouvernement pour retrouver le plein emploi.

La FEN et la hiérarchie

André Henry secrétaire général de la FEN, pense que dans la fonction publique une refonte de la grille des rémunérations s'impose.

Il devrait y avoir selon lui une grille unique pour tous les fonctionnaires.

Il propose que le salaire maximum ne soit pas supérieur à 4 fois le salaire minimum. A. Henry a également précisé que le tiers des 550 000 adhérents de son syndicat gagnaient moins de 3 000 F par mois.

CONFÉRENCE DE PRESSE DES CADRES CFDT

L'Union Confédérale des Ingénieurs et Cadres CFDT tenaient jeudi matin, une conférence de presse afin de donner son point de vue sur la polémique qui se développe actuellement au sujet de la hiérarchie des salaires. En présence d'Albert Mercier, le responsable de l'UCC-CFDT, Pierre Vanlerenberghe a notamment déclaré : «Il faut une réforme fiscale qui limite les revenus par individu à dix fois le SMIC du moment, afin de financer les mesures sociales (...). L'UCC-CFDT se prononce pour une hiérarchie de 1 à 6 fois le salaire minimum. Cet objectif est à atteindre rapidement. Il faut réintégrer dans les grilles les salaires réels des cadres dirigeants. De plus, le minimum des grilles doit être égal ou supérieur au SMIC, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui. La CFDT ne se prononce pas pour un blocage absolu des salaires au-dessus de 13 200 francs (soit 6 fois le SMIC), mais pour que la priorité soit donnée aux salaires compris dans la grille, de manière différenciée (...). C'est l'Etat qui doit inciter les partenaires sociaux, mais nous sommes contre une politique des salaires ; ceux-ci doivent se négocier branches par branches (...). La politique que nous préconisons, garantit le pouvoir d'achat pour 87% des cadres

supérieurs au sens que donne l'INSEE à ce terme. Elle donne à la masse des cadres qui ont un salaire qui va de 6 000 à 8 000 francs, la possibilité de voir leur salaire augmenter et de voir la perspective d'amélioration de carrière maintenue. Pour les 13% qui sont au-dessus, les salaires augmenteront moins vite, mais il faut souligner qu'au-delà, l'argent gagné sert à des dépenses de prestige qui sont en fait inutiles, ou à l'épargne. Avec ces mesures, on pourrait, sans doute pas tout de suite, doubler l'augmentation du pouvoir d'achat du salaire le plus bas (...).

Le malaise des cadres, contrairement à ce que dit Y. Charpentier, est dû à la dévalorisation de leur fonction ; au fait que de plus en plus, les tâches sont parcellisées, qu'ils ont de moins en moins d'initiative dans leur travail (...).

Nous ne nions pas la motivation salariale, n'existe-t-elle pas aussi pour les smicards dont le salaire leur permet à peine de survivre ? A la grande majorité des cadres qui gagnent entre 6 000 et 8 000 francs, ce que nous proposons donne de grandes possibilités de promotion et de bon déroulement de carrière (...).

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Paris Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, Compte n° 77718
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

Marchais à Antenne 2

DES JUSTIFICATIONS POUR APRES 78



Une campagne d'envergure : 5 millions d'Humanité tirées lundi.

● Alors que l'on annonçait comme vraisemblable la date du 14 septembre pour le sommet de la gauche, qui doit conclure les travaux de renégociation du programme commun, Marchais poursuivait sa polémique à la télévision. Si elle ne nous apprend rien de bien nouveau, l'interview de jeudi soir à Antenne 2 n'en est pas moins révélatrice des difficultés actuelles du PCF.

Révélatrices en particulier ces deux questions formulées par Marchais ; en cas de victoire, comment la gauche va-t-elle «résoudre le problème du chômage, des prix, de la hiérarchie des salaires, des nationalisations, de la défense nationale...», et : «Que penseraient les Français si, avec un premier ministre de gauche à la place de M. Barre, l'inflation continuait, si les chômeurs restaient chômeurs ?»

Questions dont on ne peut reprocher le caractère pertinent, et que les marxistes-léninistes n'ont cessé de poser aussi bien en ce qui concerne les propositions du PCF, que celles du PS ; mais questions qui sont pour le moins déplacées dans la bouche de Marchais. Parce que qui d'autre que Marchais lui-même et toute la direction du PCF ont fait miroiter depuis plus de quinze ans, la perspective d'une alliance électorale

avec la social-démocratie ? Qui d'autre que Marchais et le PCF, ont servi de marche-pied à la vieille social-démocratie, complètement défraîchie en 69, pour l'aider à faire peau neuve et à redevenir le premier parti de France ?

Marchais est donc fort mal venu de venir déclarer, à six mois des élections, qu'aucune garantie n'existait quant à ce qu'accomplira le gouvernement de l'union de la gauche, s'il est élu. Mais c'est que justement cette vérité se fait de plus en plus jour parmi les travailleurs et c'est la raison précisément qui pousse Marchais à s'inquiéter tout haut. Parce que tous les travailleurs peuvent constater que les socialistes, à la veille d'arriver au gouvernement, révèlent de plus en plus crûment les convergences qui les rapprochent de l'actuelle majorité : les éloques plus ou moins discrètes de la politique de Barre n'ont pas

manqué dans la dernière période. La contradiction profonde qui oppose le projet social-démocrate et celui du PCF, contient, plus qu'en germe, la rupture de demain, au point que c'est aujourd'hui très largement évoqué dans toutes les hypothèses politiques envisagées à droite et à gauche !

Et Marchais fait semblant de s'en apercevoir aujourd'hui ! En fait, il s'aperçoit surtout que la désillusion risque de faire des remous à la base, et que bon nombre de militants du PCF se poseront plus nettement encore la question du rapport entre le socialisme auquel ils aspirent et le «socialisme aux couleurs de la France», dont l'union de la gauche devait ouvrir la voie ! Ne pas écarter la possibilité de la rupture revient donc, pour les dirigeants de ce parti, à se préparer à affirmer lorsqu'elle se fera : «Nous l'avions bien dit !»

L'ampleur donnée à la campagne actuelle sur un «bon programme commun» (5 millions d'Humanité tirés lundi !) montre bien les inquiétudes que le PCF veut prévenir. Plus que d'arriver en position de force à la négociation de la mi-septembre, ce qui

compte pour le PCF, c'est d'emmagasiner dès aujourd'hui, les «justifications» qu'il devra fournir aux travailleurs après 78.

Olivier LUSSAC

EXTRAITS DES PROPOS DE MARCHAIS

...«Mermaz a déclaré : «Il faut que le PS puisse apporter la preuve qu'il est capable d'imposer sa volonté au Parti Communiste». A qui s'adresse Mermaz par ces propos ? Veut-il rassurer la droite en lui démontrant qu'il serait capable de tenir la dragée haute au Parti Communiste ?»

«François Mitterrand a dit : «Nous ne ferons pas alliance avec les forces de droite». Mais un journaliste évoque aujourd'hui la possibilité d'une situation à la portugaise, c'est à dire une situation dont le rapport de forces permettrait au PS, avec la complicité bienveillante de la droite, d'essayer de gérer les affaires de la France avec un gouvernement socialiste homogène, c'est à dire sans participation communiste. Il faut donc que Mitterrand dise nettement : «Nous voulons un gouvernement d'union de la gauche avec les communistes»...»

L'annonce de la relance électorale

OU EN SONT LES MESURES DE JUILLET ?

● Aux dires de Beullac, ministre du travail, la tournée qu'il a effectuée cet été dans différentes villes de France, en compagnie du premier ministre, lui a permis de constater «l'extrême mobilisation de l'administration dans son ensemble» pour lutter contre le chômage. Peut-être aussi a-t-il constaté, dans la froideur des chiffres de l'ANPE, l'augmentation constante du nombre de chômeurs. Comme il n'a pu manquer de constater, malgré les barrages de CRS, l'indignation de ceux que Barre appelle avec son mépris habituel «les porteurs de pancartes».

Le battage sur le thème de l'emploi des jeunes continue de plus belle après le conseil des ministres ; pourtant l'examen détaillé des moyens mis en œuvre permet de montrer le grotesque de l'opération.

Elles reposent essentiellement sur les régions, qui ont à charge d'une part, de rendre un tant soit peu crédibles, les grandes décisions gouvernementales, et d'autre part de répartir les cadeaux aux patrons issus de la «relance» qui s'amorce. De ce point de vue, c'est vrai, on n'a pas chômé dans les différents services préfectoraux.

Quatre grands thèmes ont été retenus : développer l'emploi, favoriser le maintien de l'emploi dans l'agriculture, aider à la formation professionnelle, et... mieux faire fonctionner le marché de l'emploi !

Les ANPE deviennent ainsi, nous allons le voir, un des principaux fournisseurs d'emplois du moment !

o Premières mesures : —favoriser l'emploi des apprentis ou des jeunes cherchant un premier emploi... en exemptant des prestations sociales diverses leurs employeurs. Rappelons que le «salaire» de première année d'un apprenti est de 150 francs. —fournir des primes à la création d'entreprises s'engageant à employer au moins six personnes dans les trois ans ; primes allant de 5 à 8 millions anciens. Estimations nationales : environ 1 000 entreprises créées, 6 000 emplois possibles, (moins de 0,5% du nombre de chômeurs), cadeaux aux patrons : 60 millions nouveaux. —création d'un fonds de garantie pour les entreprises en difficulté, au ni-

veau régional ; coût approximatif : 20 millions nouveaux

—création d'un corps de fonctionnaires destiné à prospecter les patrons, coût approximatif : entre 3 et 4 millions nouveaux

—études diverses sur l'aménagement des zones industrielles, recherche de sources d'énergie moins coûteuses, etc.

—parmi les mesures diverses, citons l'exemple, dans une région précise, d'un crédit alloué à un comité patronal, destiné à promouvoir l'utilisation des ordinateurs par leurs collègues... L'Etat finance, bien entendu.

On le voit, rien de concret pour les travailleurs au chômage. A moins de pouvoir se faire embaucher chez un artisan, ou comme apprenti pour les jeunes. Beullac ne citait-il pas en exemple ce jeune, titulaire d'un diplôme de dessinateur industriel, et qui travaillait comme... charcutier ! Et Beullac d'ajouter : «Dans quelques années, il pourra, peut-être, retrouver son vrai métier».

o Deuxième série de mesures :

Empêcher le déclin de l'agriculture et le départ des jeunes paysans. Là, on

nage dans le grotesque : ainsi, la région Centre prévoit d'accorder des aides importantes aux vignerons, en favorisant l'encépagement. Cela au moment où les viticulteurs du midi s'appauvrissent continuellement.

Des lycées et collèges agricoles vont être dotés de moyens nouveaux, alors que dans le même temps, la liquidation massive d'exploitations agricoles est savamment organisée.

o Troisième sorte de mesures :

Doter les collèges d'enseignement technique et les centres de FPA de moyens nouveaux. Et dans quelles disciplines ? L'hôtellerie, la mécanique agricole, l'imprimerie, la menuiserie-ébénisterie, etc. Autant de branches qui ne représentent que des pourcentages infimes du produit national et de la main-d'œuvre.

o Et enfin, quatrième sorte :

Faciliter le marché de l'emploi. Il s'agit d'afficher les offres d'emploi dans les bureaux de poste, de doter les ANPE de mini-bus pour pouvoir prospecter dans les campagnes, il s'agit d'envoyer des questionnaires à tous les patrons, etc.

Ainsi, pour une expérience type de ce genre, l'ANPE (dont les crédits pour 78 sont déjà répartis) demande cinq millions anciens pour les frais de reproduction des textes, et plus de dix millions pour s'équiper en véhicules ; sans compter les embauches nouvelles.

Après avoir passé en revue ces mesures, précisons-en le cadre : c'est au mois de juin que Barre a lancé sa grande croisade pour l'emploi ; les décrets sont datés du 27 juillet ; les assemblées régionales ne prendront de décisions fermes qu'au cours du mois de septembre. Pendant ce temps, plusieurs dizaines de milliers de travailleurs sont venus grossir les rangs des chômeurs.

Etoffer les Agences pour l'emploi, développer l'embauche d'apprentis, susciter la création d'entreprises artisanales, retenir la migration des paysans, voilà donc les mesures concrètes pour l'emploi. Ce ne sont que des mesures défensives illustrant bien l'incapacité de la bourgeoisie à sortir de sa crise. Ce n'est décidément pas d'elle que les chômeurs doivent attendre quelque chose.

SOMMET DE LA GAUCHE

Les responsables des trois partis négociateurs du programme commun se rencontreront sans doute le 14 ou le 15 septembre. Le responsable de la délégation socialiste étant en voyage aux USA, il n'est pas encore possible de l'affirmer avec certitude.

RENAULT AU PORTUGAL

Les usines Renault au Portugal seront agrandies et une autre créée ; les investissements sur lesquels un accord est intervenu devraient représenter 1,2 milliards de francs. Hormis les véhicules qu'il est prévu de construire pour la consommation locale, une partie non négligeable de la nouvelle consommation sera destinée à l'exportation (essieux, suspensions, freins, moteurs etc) sans doute le PCF verra dans ces investissements à caractère impérialiste une preuve du dynamisme des entreprises nationalisées.

Honolulu

Malgré les manœuvres des délégués soviétiques

LA POLICE EN BLOUSE BLANCHE DE BREJNEV CONDAMNÉE

C'est après des discussions acharnées qu'au congrès d'Honolulu, la répression par la psychiatrie a été condamnée. Les délégués soviétiques, comble de l'hypocrisie avaient voté une première résolution, très générale, qui condamnait les internements arbitraires. Mais une motion plus précise condamnant nommément l'URSS était finalement adoptée à une majorité de 90 voix contre 88. De plus, une commission internationale d'enquête doit étudier les cas de répression qui seront dénoncés.

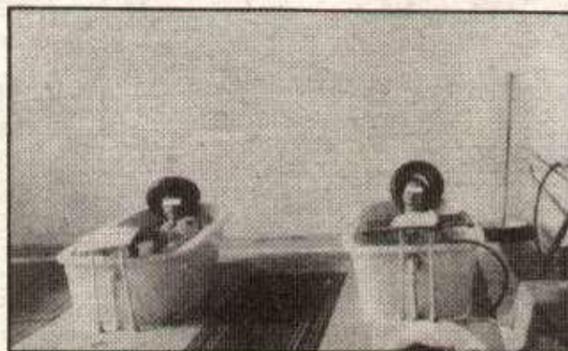
Pendant tout le congrès, les délégués russes ont tenté, en vain, de faire de l'obstruction. Leur porte-parole déclarait : «Nous

sommes venus pour échanger des idées. Mais, pendant le congrès, certains individus ont tenté de discuter de questions d'une nature différente, qui n'ont aucun rapport avec la psychiatrie et la médecine en général». Ces propos donnent la mesure du cynisme des agents du KGB en blouse blanche. Interrogés plus précisément sur le cas de dissidents, ils ont expliqué que ceux-ci, faisant l'objet de poursuites pour «activités contre l'État» avaient été hospitalisés «parce qu'ils n'étaient pas responsables». Ils ont repris une vieille calomnie de la propagande de Brejnev selon laquelle plusieurs dissidents exilés seraient

actuellement dans des hôpitaux psychiatriques en Europe, ce qui est absolument faux. Enfin Madzharov, directeur de l'Institut de psychiatrie soviétique n'a pas hésité à

renouveler un diagnostic de maladie mentale pour Pliouchtch, affirmant : «Il s'agit d'un cas difficile, paranoïaque ou schizo-phrène».

Traitement dans un hôpital psychiatrique de Moscou



Préparez-vous aux déclarations mensongères de l'interrogateur concernant l'existence contre vous de «preuves», de «dépositions révélatrices». Rappelez-vous : vous ne pourrez jamais prouver à l'interrogateur (ni au tribunal) que vous avez fait l'objet de filatures, provocations, etc. C'est là-dessus que les experts ajouteront un «délire de persécution» à votre «diagnostic». (...)

Vous serez emmené sous escorte au pavillon d'accueil d'un établissement psychiatrique, où, dès les premiers instants, vous serez placé sous observation du personnel médical. C'est là qu'ont lieu l'inspection sanitaire et le

Conseils à un opposant interné

(EXTRAIT DU GUIDE DE LA PSYCHIATRIE EN URSS DE BOUKOVSKI ET GLOUZMAN)

premier entretien avec le médecin. Ne vous y refusez pas, cela pourrait être taxé de «négligence psychique». Dans la salle (ou cellule) vous trouverez d'autres patients en observation. Il pourra y avoir parmi eux de vrais malades mentaux à la présence desquels il faudra vous habituer. N'ayez pas peur d'eux ; les malades, même agressifs, sont moins dangereux qu'on le dit, surtout internés en hôpital

psychiatrique où existent toutes sortes de méthodes d'intimidation. Souvenez-vous bien qu'ici non plus la présence d'un «mouton» ne peut être exclue. En règle générale, un infirmier est constamment présent dans la salle, il est chargé d'exercer une surveillance continue et, au besoin, d'intervenir au moyen de piqûres ou autres moyens de «réduction» de l'agressivité, de l'agitation excessive, etc.

Evidemment, si le psychiatre s'est fixé comme but de vous trouver des traits pathologiques, n'importe laquelle de vos réponses donnera lieu à l'interprétation correspondante. Ainsi, par exemple, on constata chez Jaurès Medvedev une «dissociation de la personnalité» : il exerçait la profession de biologiste mais écrivait aussi des poèmes...

Souvenez-vous toujours qu'un médecin soviétique ne peut vous garantir l'observation du secret professionnel. Ne lui donnez pas de renseignements «opérationnels», susceptibles d'être par la suite utilisés contre vous-mêmes ou vos amis.

Rapport sur l'équilibre des forces est-ouest

LE POINT SUR LA COURSE AUX ARMEMENTS

L'Institut d'études stratégiques de Londres a publié son rapport annuel sur l'équilibre des forces entre l'OTAN et le pacte de Varsovie. Le rapport signale que si l'équilibre d'ensemble des armements reste effectif, un certain déséquilibre s'instaure en Europe du point de vue

des forces conventionnelles au profit de l'URSS. Au niveau des équipements, l'OTAN dispose de 11 000 chars contre 27 000 pour le pacte de Varsovie. Le rapport estime que l'avance technologique occidentale, qui contre-balançait l'infériorité numérique, «s'amenuise». Il souligne

que le matériel des différentes armées de l'OTAN n'est pas standardisé. Le rapport insiste sur l'infériorité du dispositif de l'OTAN en Norvège : un groupe de brigade norvégien, alors que l'URSS a concentré dans la péninsule de Kola deux divisions et une brigade de fusiliers marins.

En ce qui concerne l'armement nucléaire, le rapport de l'Institut d'études stratégiques montre que, alors que les superpuissances négocient sur la limitation des armements stratégiques, chacune cherche à pousser ses avantages dans les domaines non prévus en accélérant la course aux armements. C'est ainsi que les États-Unis développent la production du missile de croisière Cruise, les Soviétiques mettent en chantier un nouveau porte-avions nucléaire et des sous-marins, chacun construisant de nouveaux missiles à têtes multiples pour accroître sa puissance de destruction.

Le rapport lève un voile sur la réalité de l'équilibre d'ensemble entre les superpuissances. C'est un équilibre instable qui, loin de garantir la paix par la dissuasion réciproque, est le résultat de la course aux armements des superpuissances.

URSS-USA

Les rencontres américano-soviétiques pour la négociation en vue du renouvellement du Traité de limitation des armements stratégiques (SALT) ont montré qu'il y avait des divergences importantes à surmonter et a déclaré le porte-parole du département d'État en annonçant le report de la rencontre Cyrus Vance-Gromyko qui de-

vait avoir lieu la semaine prochaine. Les USA avaient demandé ce report pour permettre à Vance d'assister à la signature du traité sur Panama.

En fait, ces divergences paraissent s'être aggravées : selon le porte-parole américain, aux divergences anciennes sur le fait de savoir si le Cruise missile américain et le bombardier Backfire soviétique devaient être considérés

comme une arme stratégique, se sont ajoutés deux points :

1- Les États-Unis s'inquiètent des essais soviétiques pour moderniser leurs missiles lourds qui les rendraient capables d'annuler les bases de lancement américaines.
2- Un désaccord important existe sur les méthodes pour compter le nombre de missiles compte-tenu du développement des missiles à tête multiple.

USA-Cuba : ouverture de missions diplomatiques

A la suite de la mission Frank Church, membre de la commission des affaires étrangères du Congrès américain, à Cuba, les États-Unis ont décidé d'ouvrir une mission diplomatique à Cuba à partir du 1^{er} septembre. A Washington, Cuba ouvre de son côté une mission diplomatique permanente aux États-Unis. Tandis que la mission américaine fonctionnera sous la couverture de l'ambassade de Suisse, la mission cubaine fonctionnera sous le couvert de l'ambassade de Tchécoslovaquie.

Si cela met un terme à la rupture totale des relations diplomatiques qui dure depuis 1961, date du débarquement manqué à la Baie des Cochons, organisé par la CIA, les relations ne sont pas pour autant entièrement rétablies. Les États-Unis maintiennent pour l'instant le blocus qu'ils imposent à Cuba et la marine américaine envisage de se maintenir encore plusieurs années à Guantanamo, la grande base américaine maintenue sur le territoire de l'île.

Depuis l'arrivée de Carter à la présidence, les initiatives se sont multipliées pour que les relations entre les USA et Cuba reprennent. Selon le sénateur Church, le maintien du blocus contre Cuba «n'isole que les États-Unis», tandis que l'ensemble des autres pays entretiennent des liens avec Cuba.

Érythrée : prise de la ville d'Agordat par le mouvement de libération

Les forces de guérilla du mouvement de libération de l'Érythrée ont annoncé la prise de la ville d'Agordat, capitale du secteur Ouest du pays après un mois de combat contre les troupes d'occupation éthiopienne. L'Éthiopie ne contrôle plus désormais en Érythrée que trois villes importantes, dont la capitale, Asmara.

RFA : augmentation du budget d'aide au Tiers-Monde

Le gouvernement allemand a annoncé que l'aide au Tiers Monde de la RFA serait augmentée de près de 20 % en 1978, soit un taux de croissance double de celui du budget global. Alors que le budget de la «coopération» française est en baisse, l'impérialisme allemand peut se donner les moyens d'une présence plus active dans le Tiers Monde, en particulier en Afrique.

République sahraouie : offensive des patriotes dans la région d'El Ayoun

Selon un communiqué militaire du Front POLISARIO une unité de l'armée populaire a attaqué le 24 août la localité de Liteima à quelques dizaines de kilomètres au sud d'El Ayoun, occasionnant la mort de 73 soldats, des troupes d'occupation marocaines.

Dans une récente interview, le premier ministre sahraoui, Mohammed Lamine a souligné les graves conséquences pour la Mauritanie de l'accord de défense commune avec le Maroc : «Le Maroc est désormais le seul maître en Mauritanie». Il a révélé que 600 soldats marocains étaient présents à Zoueratt et que le gouvernement français avait envoyé 18 officiers pour encadrer l'armée mauritanienne.

France-Sénégal : Senghor console Guiringaud

Senghor, président du Sénégal a été reçu jeudi à déjeuner par Giscard. Interrogé au sujet de l'échec du voyage de Guiringaud en Afrique Australe, il a déclaré : «La France ne doit pas se décourager et doit poursuivre son action pour mieux comprendre les problèmes de l'Afrique Australe et leur apporter des solutions efficaces». A l'avenir Guiringaud pourra toujours aller au Sénégal : c'est plus sûr !

Smith et le plan anglo-américain

L'ARMÉE RACISTE DOIT ÊTRE DETRUITE

Les élections du régime raciste de Rhodésie ont montré que Smith avait pleinement la confiance des colons. Son parti a remporté une écrasante majorité, alors que les racistes «jusqu'au boutistes» qui refusent tout compromis ont été battus. Pour les racistes, la meilleure voie est bien celle du premier ministre qui, sans rien changer du système d'exploitation et d'oppression, négocie pour gagner du temps et tenter de mettre sur pied un replâtrage de son régime avec le soutien des impérialismes occidentaux.

Cela fait bientôt un an que Smith annonçait spectaculairement qu'il acceptait «le pouvoir de la majorité», après avoir discuté avec Kissinger. Devant deux dangers, la conquête de la liberté par les armes des combattants du Zimbabwe, et d'autre part une éventuelle intervention de l'URSS comme en Angola, les impérialistes mettaient en avant leur «réglement pacifique». Peu à peu, Smith révélait ses arrière-pensées : une «période intérimaire» de plusieurs mois, un gouvernement avec des ministres racistes aux postes de la défense et de la police, des «garanties» pour les blancs ; bref, le maintien d'un régime d'oppression des Noirs. C'est la solution qu'il tente de faire passer à l'occasion de la Conférence de Genève (novembre 1976 - janvier 1977) avec la complicité de la Grande-Bretagne. Il se heurte à la position ferme du Front Patriotique qui regroupe la ZANU et la ZAPU : le Front exige la venue au pouvoir immédiate des Africains, c'est-à-dire de ceux qui ont combattu pendant cette période deux complices : l'évêque Muzorewa et le révérend Sithole qui attaquent le Front Patriotique et proposent des solutions de diversion comme l'organisation d'élections présiden-



L'armée de libération du Zimbabwe

La position du front patriotique

«La question centrale dans tout transfert de pouvoir est la question de l'armée, de la police et des services de sécurité... Le Front Patriotique a pris la seule position tenable et raisonnable : que les instruments du pouvoir coercitif colonial soient démantelés et remplacés par les forces de guérilla du peuple du Zimbabwe... En fait, il n'y aurait pas d'indépendance au Zimbabwe si les nouveaux dirigeants noirs héritaient de la police et de l'armée qui ont tué, pendu et brutalisé des milliers de gens de notre pays depuis un siècle».

tielles». Ils engagent des contacts secrets avec les racistes.

Alors que le Front Patriotique demande aux impérialismes occidentaux de faire pression sur Smith, ceux-ci continuent à le ravitailler en armes par l'intermédiaire de l'Afrique du sud et continuent à ne pas appliquer les sanctions économiques préconisées par l'ONU. La Conférence de Genève échoue en janvier 1977.

Carter, après son arrivée au pouvoir, relance un nouveau «plan de paix» dans lequel l'impérialisme US s'implique plus directement, alors que Kissinger laissait le devant de la scène à la Grande-Bretagne,

en tant que puissance décolonisatrice. Les ministres britannique Owen et américain Vance sont chargés de mettre au point ce plan en discutant avec les pays de première ligne et les mouvements de libération, tandis que l'ambassadeur US à l'ONU est chargé de conseiller la patience et le pacifisme aux Africains.

Dans le nouveau plan, tenu secret jusqu'à ces derniers jours, il semble que Vance et Owen tentent d'éviter l'épineux problème des forces armées en conseillant l'installation d'une force de paix et de maintien de l'ordre qui pourrait être composée de troupes de l'ONU et du

Commonwealth. Un administrateur britannique serait nommé pour la période intérimaire. Mais la question fondamentale est celle du démantèlement de l'armée raciste. Nyerere, président de la Tanzanie, a cru comprendre à la suite d'entretiens avec les ambassadeurs occidentaux, que ce point était inclus dans le nouveau «plan de paix». Pourtant, Smith, au cours de sa campagne électorale, a maintenu ses positions : maintien de l'armée raciste, postes et «garanties» pour les blancs.

Malgré toutes leurs manœuvres et leur agitation diplomatique, USA et Grande-Bretagne ne font rien pour faire reculer les régimes racistes car ils refusent les mesures décisives qui seraient l'arrêt des livraisons d'armes et l'application des sanctions économiques.

Le Front Patriotique qui, au cours de ces derniers mois, a remporté de grandes victoires sur le terrain et voit le soutien à sa cause s'élargir chaque jour davantage, n'est pas prêt à renier ses justes positions.

Jean-Pierre
CHAMPAGNY

Document

LA RÉPONSE DES AFRICAINS AUX CONSEILS DE L'AMBASSADEUR US

● Au cours de sa visite en mai dernier en Afrique du Sud, l'ambassadeur de Carter à l'ONU, Young, était venu prêcher aux Africains la patience et la non-violence. Young, ancien militant pour les droits civiques aux USA leur a donné en exemple les méthodes pacifistes de Martin Luther King et les a exhortés à avoir confiance dans les vertus de la «libre entreprise» et des «lois du marché» pour promouvoir l'égalité raciale.

Depuis, cet été, des dizaines de jeunes ont été tués ou blessés par la police du régime que ce bon apôtre voulait réformer. Pour avoir fait grève, des centaines de mineurs ont été licenciés par Oppenheimer, le capitaliste «libéral», ami de Young.

L'agence SANA, dans une dépêche récente, révèle les réactions des militants d'Afrique du Sud aux sermons hypocrites de l'ambassadeur U.S.

Selon un journal sud-africain du 23 mai, les patrons que rencontra Young furent satisfaits de constater qu'ils parlaient le même langage : «Il croit, d'après ce qu'il leur a dit, que la libre entreprise a en elle-même la dynamique du changement et que ce changement par les lois du marchés peut et doit être non-violent».

Un militant noir répond : «Premièrement, c'est une erreur historique courante de suggérer que le capitalisme et le racisme sont des éléments séparés dans la société sud-africaine. Le capital, surtout le capital minier a toujours utilisé le racisme comme un mécanisme pour s'assurer à la fois une main d'œuvre bon marché et la répression des travailleurs. Quand Young préconise une «diminution de l'apartheid», il ne comprend pas leurs rapports mutuels et leur interpénétration en Afrique du Sud».

Le comble, c'est que Young parle de sa confiance dans la «libre entreprise» et les «forces du marché» alors qu'il est l'hôte d'Oppenheimer. Oppenheimer est probablement le personnage le plus puissant du capitalisme monopoliste qui tient l'économie sud-africaine, un système monopoliste qui, non seulement, interdit, par nature, la libre entreprise, mais de plus contrôle les forces du marché pour son profit exclusif. Prenons l'exemple des mines : toutes les entreprises minières (y compris l'Anglo American d'Oppenheimer) recrutent ensemble la main d'œuvre africaine par l'intermédiaire de la Chambre des mines. Cette centralisation évite la concurrence entre les entreprises pour la main d'œuvre africaine, qui obligerait les mines à augmenter les salaires.

Young a confiance dans les capitalistes d'Afrique du Sud pour instaurer la justice. Il est clair que ces représentants du capitalisme ont fait peu de choses pour changer l'Afrique du Sud... Par exemple, l'hôte de Young, Oppenheimer, bien qu'il préside des dizaines d'entreprises, n'a jamais rien fait pour reconnaître les syndicats africains et négocier avec eux. Les conditions de travail dans les mines d'Oppenheimer, surtout avec les baraques où les hommes sont parqués sans pouvoir faire venir leurs familles, restent inhumaines».

Selon la dépêche de SANA, Young a fait courir le bruit qu'il avait rencontré les étudiants de Soweto pour cacher l'échec de son voyage. Le Conseil représentatif des étudiants de Soweto a rigoureusement démenti ce bruit.

En bref... En bref... En bref... En bref...

CHINE

A l'occasion de l'arrivée du nouvel ambassadeur de Chine en France, une visite de Barre en Chine avant la fin de l'année a été annoncée.

GRANDE-BRETAGNE

Alors que les «aiguilleurs du ciel» britanniques observaient une grève du zèle depuis

quatre jours, plusieurs d'entre eux ont été suspendus. Pour protester contre cette mesure de répression, ils ont déclenché hier une grève totale.

ITALIE

Zamberletti, haut fonctionnaire du Ministère de l'Intérieur chargé d'organiser les secours aux victimes du tremblement de terre du Frioul, a donné sa démission. Il est

accusé de détournement de fonds.

CONCORDE, AIRBUS

Barre a annoncé qu'il interviendrait à nouveau pour que Concorde puisse atterrir à New York au cours de son voyage aux USA dans 15 jours. Il a l'intention de faire la même démarche en ce qui concerne Airbus à Moscou.

DESARMEMENT : USA ET URSS COPRESIDENTS

Les USA et l'URSS ont affirmé qu'ils entendaient rester coprésidents de la conférence de l'ONU sur le désarmement : «Les réalités politiques sont telles que les deux coprésidents ont une grande responsabilité en tant que principales puissances militaires.»

Une délégation des racistes invitée en France

Au cours de son voyage en Afrique Australe, de Guiringaud n'a cessé de nier les liens multiples de l'impérialisme français avec le régime raciste d'Afrique du Sud. Un nouveau fait vient démentir ces déclarations hypocrites. Depuis le 24 août, une délégation sud-africaine est en visite en France. Suite à un colloque franco-sud-africain qui s'était tenu à Prétoria en 1976, une vingtaine de personnalités sud-africaines de l'agriculture vont visiter des entreprises et des centres d'études dépendant du ministère de l'Agriculture. Des sections syndicales ont déjà protesté contre la présence de ces «invités» répugnants.

LA TENUE DU 11^e CONGRES DU P.C.C.



C'est du 12 au 18 août que s'est tenu le 11^e congrès du Parti Communiste Chinois à Pékin. Le congrès a adopté à l'unanimité le rapport politique présenté par le président Hua Kuo-feng, le rapport sur la modification des statuts présenté par le vice-président Ye Kien-ying, ainsi que les statuts, et il a élu le nouveau Comité Central composé de 210 membres. L'allocution de clôture a été prononcée par Teng Siao-ping.

Dans le rapport politique, le président Hua Kuo-feng après avoir rendu hommage au président Mao Tsé-toung, hommage que nous reproduisons plus bas, et à d'autres grands dirigeants du PCC disparus depuis le X^e congrès, a traité successivement :

— du bilan que tire le Parti Communiste Chinois de la 11^e grande

lutte de ligne en son sein, de l'écrasement de la bande des quatre, et de la clôture de la Grande Révolution Culturelle Proletarienne. Il a notamment déclaré :

«Ainsi, avec l'écrasement de la bande des quatre est proclamée la fin victorieuse de la première Grande Révolution Culturelle Proletarienne de notre pays qui a duré onze ans.

Réaliser la stabilité et l'unité ne signifie pas exclure la lutte de classes. La fin victorieuse de la première Grande Révolution Culturelle Proletarienne ne signifie pas du tout la fin de la lutte de classes, ni l'achèvement de la révolution continue sous la dictature du prolétariat. Pendant toute la période historique du socialisme, il existe toujours la lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie, entre la voie socialiste et la voie capitaliste. Cette

lutte sera longue et sujette à des vicissitudes, et par moments elle pourra même devenir très aiguë. Une grande révolution politique du genre de la Grande Révolution Culturelle sera menée à plusieurs reprises. Suivant les enseignements du Président Mao, nous irons jusqu'au bout dans la construction de la révolution sous la dictature du prolétariat, supprimerons graduellement la bourgeoisie et toutes les autres classes exploiteuses, assurerons le triomphe du socialisme sur le capitalisme et réaliserons notre but final : le communisme.

— de l'analyse de la situation internationale, et en particulier de la théorie de la division en 3 mondes. Il a notamment déclaré :

«La théorie de la division en trois mondes que le Président Mao

avait formulée en 1974 est d'une signification importante, profonde et durable. Appliquant la méthode de l'analyse de classe, le Président Mao étudie le développement des contradictions fondamentales du monde contemporain et les changements qu'elles ont connus ; il analyse la division et le regroupement des différentes forces politiques ainsi que la position politique et économique des divers pays sur le plan

international, et il en dégage une synthèse scientifique de la situation stratégique du monde actuel.

— des tâches que se fixe le PCC pour la période.

Dans la partie du rapport sur la situation et les tâches, le président Hua Kuo-feng a indiqué huit conditions à réaliser et qui constituent la principale tâche de combat fixée au PCC par son congrès. Ces huit conditions sont :

- «mener jusqu'au bout la grande lutte de dénonciation et de critique de la bande des 4»
- «mener à bien la consolidation du parti et la rectification du style de travail, et renforcer l'édification du parti»
- «mener à bien la consolidation et l'édification des équipes dirigeantes du parti aux différents échelons»
- «faire la révolution et promouvoir la production pour imprimer un

grand essor à l'économie nationale»

— «mener à bien la révolution dans les sphères de la culture et de l'enseignement et assurer l'essor de la culture et de l'éducation socialiste»

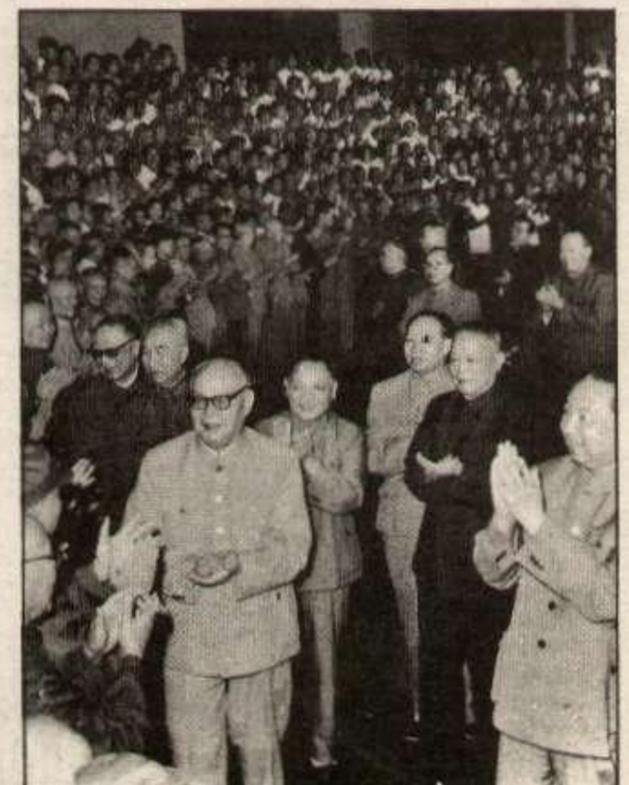
— «renforcer l'appareil d'Etat du peuple»

— «développer la démocratie et raffermir le centralisme démocratique»

— «procéder à une planification d'ensemble et prendre des dispositions globales».

Une délégation de notre journal, séjourne actuellement en Chine à l'invitation de «l'Institut d'amitié du peuple chinois avec les peuples du monde». Dès son retour nous commencerons la publication d'un grand reportage «La Chine à l'heure du 11^e congrès», qui permettra de répondre aux questions que se posent nos lecteurs sur la situation actuelle en Chine.

Le président et le vice-président du Comité Central rencontrent des délégués du 11^e congrès



EXTRAIT DU DISCOURS DE HUA KUO FENG

Camarades, près d'un an s'est écoulé depuis que notre grand dirigeant et éducateur le Président Mao nous a quittés. Durant plus d'un demi-siècle, dans les luttes de lignes, aiguës et complexes, contre les opportunistes de droite et «de gauche» au sein du parti et à travers les guerres révolutionnaires d'une âpreté inouïe contre l'impérialisme, la classe des propriétaires fonciers et la bourgeoisie compradore, le Président Mao a conduit notre parti, notre armée et le peuple de nos différentes nationalités à la victoire totale de la révolution de démocratie nouvelle, puis, aux grandes victoires de la révolution et de l'édification socialistes, remportées à travers de violentes épreuves de force toujours renouvelées entre le prolétariat et la bourgeoisie et au cours de la Grande Révolution Culturelle Proletarienne. Le Président Mao a fondé et formé le grand, glorieux et juste Parti Communiste Chinois ; il a créé et forgé notre vaillante armée populaire de libération ; il a fondé et édifié la Chine nouvelle socialiste, Etat de dictature du prolétariat. L'histoire de la révolution chinoise des cinquante dernières années et plus a démontré que toutes nos victoires ont été remportées sous la conduite du Président Mao et la lumière de sa ligne révolutionnaire. Le drapeau du Président Mao, c'est le drapeau victorieux du peuple chinois dans sa révolution.

Avec l'intrépidité révolutionnaire propre à un matérialiste conséquent, le Président Mao déclencha,

dans le mouvement communiste international contemporain, la grande lutte contre le révisionnisme moderne ayant pour centre la clique des renégats révisionnistes soviétiques, imprimant un essor vigoureux à la cause révolutionnaire du prolétariat mondial de même qu'à la cause des peuples de tous les pays en lutte contre l'impérialisme et l'hégémonisme ; il s'est ainsi attiré l'estime et l'attachement des marxistes-léninistes authentiques et des peuples révolutionnaires du monde entier. Le drapeau de la pensée maotsetoung, c'est aussi le drapeau victorieux des peuples du monde dans leur révolution.

Le Président Mao est le plus grand marxiste de notre temps. Combinant la vérité universelle du marxisme-léninisme avec la pratique concrète de la révolution chinoise et de la révolution mondiale, il a continué, sauvegardé et développé le marxisme-léninisme dans les domaines de la philosophie, de l'économie politique et du socialisme scientifique. Dans la période du socialisme, la plus grande contribution que le Président Mao a apportée au marxisme, c'est d'avoir fondé la théorie complète de la continuation de la révolution sous la dictature du prolétariat. La pensée maotsetoung, c'est le phare qui, dans la révolution de démocratie nouvelle et dans la révolution et l'édification socialistes, éclaire la voie du peuple chinois ; c'est une arme idéologique puissante pour les peuples du monde dans leur lutte

contre l'impérialisme, le social-impérialisme et toute la réaction ; c'est pour les communistes une arme idéologique puissante dans leur combat contre le révisionnisme, contre le dogmatisme et l'empirisme. La pensée maotsetoung constitue l'acquis le plus récent du patrimoine théorique du marxisme-léninisme et représente ce que le Président Mao a légué de plus précieux à notre époque.

L'immense contribution que le Président Mao a apportée au peuple chinois comme au prolétariat et aux peuples révolutionnaires du monde entier, sur le plan de la théorie révolutionnaire et sur celui de la pratique révolutionnaire, est immortelle.

Nous devons toujours porter haut levé et défendre fermement le grand drapeau du Président Mao. C'est là le devoir sacré de tout notre parti, de toute notre armée et du peuple de toutes nos nationalités, le fondement politique de notre combat solidaire pour la continuation de la révolution, et la garantie de la progression victorieuse de la cause du socialisme dans notre pays et de la cause révolutionnaire du prolétariat international. Nous devons non seulement accomplir nous-mêmes ce devoir, mais encore éduquer nos générations futures pour qu'elles en fassent autant. Nous devons transmettre de génération en génération ce patrimoine précieux qu'est le grand drapeau du Président Mao. Puisse-t-il rayonner de tout son éclat à travers les siècles !

abonnez-vous



**LA CARTE D'ABONNÉ AMI
DU QUOTIDIEN DU PEUPLE
VOUS DONNE DROIT :**

A un abonnement à

- Front Rouge, revue politique et théorique du PCRmi
- Pékin Information
- La Chine en Construction
- Réception du Manifeste pour le Socialisme

Voici la nouvelle formule d'abonnement que nous proposons à nos lecteurs pour l'année 77-78. Le succès d'une telle formule est d'une grande importance pour le Quotidien.

L'abonnement, par l'avance sur ventes qu'il constitue, par la régularité des rentrées qu'il permet, contribue évidemment de façon notable à l'équilibre du budget du journal, au point d'être absolument nécessaire.

D'autre part, cette formule abonné-ami est un moyen de resserrer les liens entre les lecteurs et leur journal. Cela ressort nettement du bilan de notre première campagne d'abonnements. La réception des publications du PCR, notamment la réception du Manifeste pour le socialisme, celle de Front Rouge, la participation à nos meetings et réunions, ont permis à beaucoup de nouveaux lecteurs de mieux connaître notre parti. Dans le même temps, nombreuses étaient les lettres de ces abonnés qui faisaient connaître leur point de vue sur le journal, ou apportaient une contribution en suscitant un débat sur d'importantes questions politiques...

Cet aspect, nous tenons à le développer largement cette année. La volonté d'œuvrer au resserrement des liens entre les lecteurs et le journal, a trouvé, par exemple cet été, l'occasion de s'exprimer au cours du voyage en Albanie qui a

réuni, dans une ambiance fraternelle, des abonnés-amis du Quotidien. Des participants au voyage ont d'ores et déjà fait part de leur intention de contribuer plus activement à la réalisation du journal, en écrivant régulièrement, en transmettant des correspondances qui enrichiront son contenu.

Ceci est très important car c'est aussi grâce à l'aide des lecteurs que le journal améliorera la qualité de ses articles, afin de prendre toute sa place dans le débat politique qui, à quelques mois des échéances électorales et de leurs lendemains, se déroule parmi les travailleurs.

Les acquis en ce qui concerne la participation des lecteurs, les liens avec le journal, nous nous efforcerons de notre côté de les consolider. Dès maintenant, avec la parution en édition du soir, nous prenons des mesures qui devraient permettre pour nos abonnés, en particulier nos abonnés parisiens, un acheminement plus rapide du journal.

Agissons ensemble pour que le Quotidien du Peuple soit une arme vraiment efficace dans les combats qui s'annoncent pour la révolution socialiste.

et à un livre ou un disque au choix

Le tome V de Mao Tsé-toung, dès sa parution en France.

Parmi les livres :

- Eugène Verlin, pratique militante et écrits d'un militant communiste (Paul Lejeune)
- + La Commune en bandes dessinées
- Les dix jours qui ébranlèrent le monde (John Reed)
- Ma plume au service du prolétariat (Haoran)
- Les enfants de Xisha (Haoran)
- Danger ! Amiante (Collectif intersyndical sécurité des universités Jussieu CFDT, CGT, FEN)
- La Commune de Paris (Lissagaray)
- La Chine à la mort de Mao (Alain Bouc)

Parmi les disques :

- Kan Bale lu poblak breizh, chants pour le peuple breton, soutien aux familles des détenus politiques bretons
- Viva le Vida, Carlos Andreou
- Terre de ma patrie, chants palestiniens de l'intérieur par Mustapha El Kurd et la troupe de Balaline
- Radio Renaissance, chants interprétés par le GAC
- Au choix, disques chiliens : Checca
- Chile Resistencia
- Naussac +
- La Résistance Palestinienne chantée par ses enfants
- Ki Du (Gilles Servat)
- Ça branle dans le manche (François Tusques)
- Le pouvoir des mots (Gilles Servat)
- Dansons avec les travailleurs immigrés (François Tusques)

**sur présentation
de la carte abonné ami
du Quotidien du Peuple**

— Entrée gratuite dans les meetings et réunions du PCRmi

— réductions dans certaines librairies et cinémas dans les grandes villes

Librairies

- Besançon** Lib. Les Sandales d'Empédocle (10%)
Place Victor Hugo - 138 Grande Rue
- Bordeaux** Lib Mimesis (10%)
5, bis rue Grassi
- Bourges** Librairie Nathanaël (10%)
4, cours Avaricum
- Brast** Lib. Graffiti (10%)
Place St Louis
- Clermont-Ferrand** Lib. Jean Rome (10%)
1, rue des Gras
- Lannion** Lib. Giraudon (10%)
30, rue de Kerampont
- Lille** Librairie Populaire
40, rue Jules Guesdes
- Lyon** Librairie Populaire (15%)
226, rue Duguesclin (3°)
- Marseille** Librairie Lire (10%)
Rue Sainte (1°)
- Nantes** Librairie 71
29, rue Jean Jaurès (10%)
- Nice** Le Temps des Cerises
50, bd de la Madeleine (10%)
- Orléans** Les Temps Modernes
Rue, N.-D. de Recouvrance (5%)
- Paris** Librairie de Valois
25, rue du Valois (1°) (10%)
Les joueurs de A (12% liv. politiques)
9, rue des Lions St-Paul (10%)
L'Hamattan
18, rue des Quatre Vents (6°) (10%)
Tschann
83, bd du Montparnasse (14°) (10%)
Plasma
41, rue Saint Honoré (10%)
33% sur les Ed. P.-J. Oswald
7, rue de l'École Polytechnique (5°)

Cinémas

- Paris** Saint Séverin
12, rue St-Séverin (5°)
Tarif étudiant : 10 F
La Clef
21, rue de la Clef (5°) (tarif étud.)
- Lyon** Cinématographe
44, cours Suchet (2°)
Tarif collect. (5 tickets : 40 F)
Le Canut
32, rue Leynaud (1°) (tarif étud.)

manifeste

pour le socialisme

**PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE
Marxiste-Léniniste**



Nom (en capitales)
Prénom
Ville

Date :

Mode de versement : — en une fois — en trois fois

Indiquez par une croix dans les cases vos différents choix.
Découpez suivant le pointillé et renvoyez au Quotidien du Peuple

BP 225 75924 Paris Cédex 19.
Crédit Lyonnais Agence ZU compte n° 7713 J.

Abonnement normal 350 F
Abonnement de soutien 600 F
... F

Le prix de l'abonnement est de 350 F, qui peuvent être versés soit intégralement à la commande, soit en trois fois (200 F à la commande, puis 100 F, et 50 F), échelonnés sur trois mois. Nos abonnés disposeront d'une carte abonné-ami, qui leur donnera un certain nombre d'avantages, dont nous publions la liste ci-dessus.

PROGRAMME TELE

Vendredi 2 septembre

TF 1

18 h 20 - Sandokan. Feuilleton
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Adieu mes quinze ans
20 h 00 - Journal
20 h 30 - La manière forte. Comédie
22 h 35 - Allons au cinéma
23 h 35 - Journal

A2

18 h 45 - Flash d'information
18 h 55 - Des chiffres et des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - En ce temps-là la joie de vivre
20 h 00 - Journal
20 h 30 - La chasse aux hommes. Feuilleton
21 h 35 - Ah! Vous écrivez
22 h 35 - Journal
22 h 45 - Super stars : finale

FR 3

18 h 45 - Pour la jeunesse
19 h 05 - Télévision régionale
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Scènes de la vie de province
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - Vendredi. Sujet du magazine : de quoi avons-nous peur ? La peur des coups. A travers seulement deux cas précis, les auteurs de l'émission abordent le problème des femmes battues et des enfants martyrs.
21 h 30 - Planètes indigènes, planète Baruya
22 h 25 - Journal

Samedi 3 septembre

TF 1

15 h 20 - Les secrets de la Mer rouge
16 h 00 - Pachyderme story
17 h 15 - Les Harlem Globe-Trotters
18 h 40 - Magazine auto-moto
19 h 10 - Six minutes pour vous défendre. Le coût de la rentrée scolaire
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Adieu mes quinze ans
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Numéro Un. Sophie Desmarets
21 h 30 - Sergent Anderson
22 h 25 - Sports
23 h 30 - Journal et fin

A 2

15 h 00 - L'aube de l'histoire
15 h 55 - Athlétisme : première coupe du monde
17 h 10 - Des animaux et des hommes. Les insectes
18 h 05 - La télévision en Super 8
18 h 55 - Des chiffres et des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - En ce temps-là, la joie de vivre
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Les enquêtes du commissaire Maigret : L'amie de Madame Maigret
22 h 05 - Questions sans visage
23 h 05 - Juke box : Van Morrison

FR 3

20 h 00 - Les animaux chez eux. L'Islande
20 h 30 - Les noces de Figaro. Opéra de Mozart, d'après l'œuvre de Beaumarchais. Direction musicale : Théodor Guschlbauer
23 h 15 - Journal et fin

Sur TF 1, jeudi soir

La Corée du Nord

L'émission d'André Fontaine sur la République populaire démocratique de Corée nous permettait pour la première fois à la télévision de voir des images de ce pays, autrement qu'à travers la propagande impérialiste. Récemment à TF 1, un court métrage sur la Corée du Sud faisait un éloge du régime fasciste de Park Chung Hee, laissant largement la parole à ses représentants qui justifiaient l'occupation américaine par une prétendue menace du Nord.

Le film de jeudi soir, par un rapide historique, donnait des éléments pour comprendre la partition du pays. C'est la volonté de l'impérialisme U.S. d'empêcher des élections libres et d'imposer le régime de Syngman Rhee au Sud qui causa la partition. C'est l'impérialisme U.S. qui déclencha la guerre d'agression en 1950 sous le couvert de l'ONU.

Dans une interview accordée à André Fontaine, Kim Il Sung rappelait la position de la République populaire démocratique de Corée au sujet de la réunification pacifique du pays : elle est possible à condition que le régime fasciste et l'occupation américaine cessent au Sud. Concernant les promesses de Carter sur le désengagement américain, il précisait : « Depuis son installation, l'administration Carter déclare que les troupes américaines évacueront la Corée du Sud

par étapes, en quatre ou cinq ans... Quatre ou cinq ans constituent un délai trop long. De toute façon, d'après ce que déclare la Maison Blanche, il ne s'agira pas d'une évacuation totale. Maintenir en Corée du Sud l'armée de l'air revient à s'abstenir d'en retirer totalement les troupes américaines ».

Après le rappel des ravages de cette guerre (200 000 bombes sur Pyongyang) les images de la Corée d'aujourd'hui donnaient une vue saisissante de l'effort de reconstruction entrepris par ce peu-

ple. Deux ans après la fin de la guerre, les ouvriers coréens construisaient, en comptant sur leurs propres forces, leur premier tracteur. Aujourd'hui, une puissante industrie sidérurgique permet d'engager la mécanisation de l'agriculture. Aujourd'hui, la Corée peut non seulement se suffire en céréales, mais aussi les exporter et les stocker. Le film d'André Fontaine laissait l'impression générale d'un peuple plein d'ardeur engagé dans la construction d'une économie indépendante.

Cependant, en multi-

pliant les images de défilés, de spectacles, de visites guidées, les auteurs du film donnaient souvent l'image d'un monde uniforme et réglé d'avance. Ces manifestations d'enthousiasme et d'unité restaient à leurs yeux des phénomènes étranges.

On n'a pas cherché à comprendre que la Corée d'aujourd'hui reflète l'indomptable fierté nationale d'un peuple opprimé depuis le début du siècle par l'impérialisme japonais, divisé et agressé par l'impérialisme U.S. et qui, aujourd'hui relève la tête.

Des ouvriers de la construction mécanique accélèrent la production pour soutenir l'effort des paysans.



Elise ou la vraie vie

Claire Etcherelli

Collection «Lettres Nouvelles»
copyright Éditions Denoël

57^e épisode

Lucien travaille à l'usine depuis cinq mois. Elise, sa sœur, qui l'a rejoint, s'est fait embaucher aussi. Elle découvre le travail à la chaîne, «le grand serpent mécanique qui nous dévore»: le montage des voitures est harassant et mal payé. Dans l'usine où règne le racisme, presque tous les ouvriers sont étrangers. Sur la chaîne, Elise rencontre Arezki, un militant algérien; nous sommes en 1958.

Au vestiaire, il y avait bousculade. Les femmes s'habillaient, parlaient fort. C'était la joie fugace, la récréation. En bas, avec le métro, le retour chez soi, elles retomberaient dans une autre aliénation.

Je cherchai Arezki. Il n'était pas encore arrivé. Je pris la file. La paix, c'était avant. Maintenant, l'orage tant désiré descendait en moi. Arezki fut là, tout à coup. Sa tenue me surprit. Il portait un costume sombre, une chemise blanche, mais pas de pardessus ni de vêtement chaud. Il se mit derrière moi, sans parler, et me fit un signe de complicité. Un grand Algérien de la chaîne qui s'appelait Lakhdar passa près de nous. Il tendit la main vers Arezki.

— Où vas-tu, toi?

— Une course à faire.

Nous montâmes enfin et nous nous retrouvâmes écrasés l'un contre l'autre sur la plate-forme de l'autobus. Arezki ne me regardait pas. A la porte de Vincennes, nous pûmes avancer.

— On descendra Porte des Lilas, qu'est-ce que vous en pensez? Vous aimez marcher?

— C'est très bien, dis-je.

Ma gêne augmentait et le silence de mon compagnon n'était pas pour me détendre. Je lus en entier le règlement de la Compagnie affiché au-dessus de ma tête.

Arezki me fit un signe. Nous descendîmes. Je ne connaissais pas le quartier. Je le dis à Arezki, ça faisait un sujet de conversation. Après avoir traversé la place, nous entrâmes dans un café, «A la Choie des Lilas.» Les lettres étaient d'un vert brutal. Au comptoir, beaucoup d'hommes s'agglutinaient. Certains nous dévisagèrent. Les tables étaient occupées. «Venez», dit Arezki, et nous nous faufilâmes vers l'angle à gauche où quelques chaises restaient vides. Arezki s'assit face à moi. Nos voisins nous regardèrent sans discrétion. Je me vis dans la glace du

plafier, violette et décoiffée. Je rabattis le col de mon manteau, et dans le même temps où je faisais ce geste, je pris conscience de ma singularité. J'étais avec un Algérien. Il avait fallu le regard des autres, l'expression du garçon qui prenait la commande, pour que je m'en rendisse compte. Une panique soudaine me traversa, mais Arezki me dévisageait et je rougis, craignant qu'il ne devinât mon trouble.

— Vous prenez quoi?

— Comme vous, dis-je stupidement.

— Un thé chaud?

Il ne paraissait pas plus à son aise que moi. Je répétai deux fois avant de boire : «Bon anniversaire!»

Il sourit drôlement et me questionna. Je lui parlai de notre vie avec la grand-mère, de Lucien.

— Je vous croyais plus jeune que lui.

— Parce que je suis petite? Non, j'ai vingt-huit ans.

Il me considéra avec étonnement.

— Vous aimez beaucoup votre frère...

— Oui, dis-je.

Et je lui demandai s'il avait des frères, une mère. Il avait trois frères, une sœur, et sa mère vivait toujours. Il me la décrivit jaunée comme la feuille prête à tomber, meurtrie comme un fruit blet, la vue presque éteinte. Je pensai à la grand-mère.

Pour nous détendre, nous parlons de Mustapha.

— On marche un peu me demande-t-il?

Nous sortons. Boulevard Serrurier. La nuit rassurante. Personne ne nous voit. Les gens pressés et frileux rentrent vite.

à suivre

MONTEFIBRE (St Nabord - Vosges)

LA BATAILLE DU FUEL

Le 22 juillet, jour annoncé de la fermeture, les patrons de la Montedison, croyant l'affaire dans le sac, viennent se pavaner à la réunion du comité d'entreprise. Reprenant la tradition des travailleurs de chez Boussac en avril 77, les ouvriers vont alors les expulser manu militari de l'usine, puis la décision sera alors prise d'investir les locaux. Initiative qui dans le cas de la Montefibre était d'une importance particulière, vu que l'usine fonctionne en continu, et qu'il allait s'agir d'assurer la marche d'un certain nombre d'installations comme les services centraux auxiliaires et la polymérisation. De leur arrêt, même temporaire, à leur arrêt définitif, il n'y aurait eu qu'un pas dans la mesure où la remise en route aurait nécessité plusieurs mois, laps de temps sur lequel la direction comptait bien évidemment.

Deuxième problème : assurer une marche au ralenti de l'usine, afin d'économiser le fuel nécessaire à la marche des machines, en prévision d'une suppression des livraisons.

L'expérience de la production au service de la lutte

Toujours dans le même but, les travailleurs vont décider d'économiser le capolactame, matière première indispensable à la fabrication fibres synthétiques. Et c'est là que les «Montefibre» vont mettre au service de la lutte leur expérience acquise au cours de longues années de production, aidés durant trois semaines d'ailleurs

par une bonne partie des cadres décidés à se ranger à leurs côtés : ils vont décider de produire en «circuit fermé», c'est-à-dire d'utiliser des déchets refondus, recyclables indéfiniment. Décisions judicieuses puisque dès le 22 juillet la direction supprimait toute livraison des produits en question. Mais les travailleurs, durant trois semaines, vont avoir à faire face aussi à un danger, peut-être le plus redoutable, celui du sabotage prévisible des installations. Une permanence sera alors instituée, qui allait se révéler très utile quand, quelques jours plus tard, les travailleurs verront arriver des «émisaires spéciaux» de la Montedison, chargés, paraît-il «d'inspecter les locaux». Ils seront reconduits.

La riposte était en marche. Elle allait contraindre la direction, le 12 août, à signer un accord devant l'inspecteur du travail d'Épinal, dans lequel elle s'engageait à rétablir les livraisons de fuel et de surcroît, à surseoir à la fermeture, au 5 septembre.

Petite victoire encore bien mince, (on s'en rend compte aujourd'hui), mais encourageante tout de même vu les conditions dans lesquelles s'était déroulée la lutte, c'est-à-dire dans l'isolement : «Il faut bien voir que nous avons eu à mener cette première bataille durant les vacances. Ce n'est pas un hasard s'ils ont choisi cette période, nous nous en sommes rendus compte quand nous avons organisé la première manifestation à Remiremont, pour appeler au soutien de la population : il y avait ce jour là bien plus de touristes que de véritables participants !» Mais depuis les événements se sont précipités.

L'erreur

C'est alors que le jour même du premier recul de la direction, va avoir lieu, ce qu'un travailleur appellera «une décision soi-disant tactique mais que j'appelle, moi, une erreur et qu'il va nous falloir rattraper rapidement». C'est-à-dire celle d'accepter en échange du «sursis», l'évacuation des «chantiers», ce qui reviendra en fait à se plier avant l'heure à la décision de la Cour d'Appel de Nancy, qui donnera raison à la Montefibre. La firme italienne avait porté plainte quelques jours avant, pour une soi-disant «entrave à la liberté du travail». Une partie de l'inter-syndicale justifie cette concession par le fait que somme toute, l'accord du 12 août, laissait entrevoir une solution positive au conflit, alors qu'il n'avait été que la sanction d'un rapport de force défavorable à la direction laquelle, ces jours derniers l'ont montré, n'a pas manqué de réagir : 930 ouvriers sur 1 045, viennent de recevoir une lettre leur interdisant de pénétrer dans l'usine à l'issue de leurs congés, bien qu'ils en fassent toujours partie ! Parallèlement, 27 tonnes de Glycol viennent d'arriver à l'usine par camions, produit servant au nettoyage des cuves de polymérisation qui autrement dit vont être arrêtées !

Avant le 5 septembre...

Au vu de l'évolution de la situation, toutefois, nombre de travailleurs, avec un certain nombre de militants syndicaux,

Le 13 juillet, durant ces vacances, intervenait ce qu'il est convenu d'appeler le plus sale coup de l'été : la fermeture de l'usine Montefibre, à Saint Nabord, dans les Vosges, qui était, dit-on, l'usine la plus moderne d'Europe dans sa spécialité : la fabrication des fibres textiles synthétiques. La firme italienne Montedison, propriétaire de l'usine, décidait 11 ans après son implantation, de rayer de la carte son usine française, mettant de la sorte la première main au plan de destruction de son secteur textile, dans une région connaissant de surplus un chômage important (Voir dans le QdP d'hier la première partie de notre reportage) qui allait permettre d'obtenir le report de la fermeture au 5 septembre, et dont nous parlons ci-dessous, n'en est bien entendu qu'à son début ! Et le 5 septembre n'est pas loin !

Reportage de Richard FEUILLET



«Nous ne voulons pas être des chômeurs !»

dont l'ensemble de ceux de la CFDT, ont commencé à rejeter cette tactique et vu la nécessité de passer à une offensive d'ampleur sur le terrain. Une offensive dont l'urgence et l'ampleur est d'autant plus nécessaire que comme le dit André : «Il faut bien voir par exemple qu'il va être beaucoup plus difficile aujourd'hui de forcer le gouvernement à racheter l'usine, vu qu'il considère les Vosges comme perdues en 78. Poncelet vient d'ailleurs de décider de se présenter aux sénatoriales et pas en 78. Ils s'en moquent !». «Il faut nuancer» devait dire un autre travailleur, dans la mesure où en effet, les notables giscardiens, contrairement au RPR, qui mise l'après 78, entendent bien se battre en mars. La meilleure preuve n'est-elle pas la décision récente du ministre du travail de convoquer la Montedison pour exiger «le refus de la fermeture»!

Reste que pour l'essentiel, «c'est bien la Montedison et les patrons français qui commandent», et qui nécessite finalement une lutte encore plus dure car la Montefibre se moque bien des préoccupations électorales du gouvernement, cela vient d'être prouvé !

A sa décision démagogique, le 14 août, de «refuser la fermeture» et donc de donner deux mois à la Montedison pour trouver une solution, Casali, directeur de l'usine de Saint Nabord, ne déclarait-il pas à la question d'un journaliste «Après le 5 septembre «No comment» comme disent les Anglais. Nous ne nous engageons pas».

Une bataille d'ampleur s'avère donc nécessaire. Il reste à ce que la tactique offensive rallie à elle la majorité des travailleurs et puisse venir à bout d'un certain nombre de conceptions présentes chez certains militants syndicaux consistant «à ne pas aller trop loin».

Car telles sont bien les deux voies qui se dessinent : ainsi, par exemple, dans le souci de profiter de l'expérience de travailleurs en lutte depuis longue date, un certain nombre de travailleurs de Montefibre, à l'initiative de la section CFDT, viennent de rendre visite à ceux de Lip. Mais la direction de la CGT n'y a pas participé. De la même façon, doit avoir lieu, ce samedi, de 14 heures à 18 heures, une journée «portes ouvertes». Dans quel but ? Là encore, deux conceptions différentes apparaissent sur la conception de cette journée. Doit-elle être simplement une occasion de faire visiter les locaux ou de permettre à un certain nombre de travailleurs en lutte de se rencontrer pour avancer dans un combat commun ? Cette dernière conception est partagée par un certain nombre de travailleurs tant CGT que CFDT qui ont décidé d'inviter les travailleurs de Lip toujours à l'initiative de la CFDT seule. Mais la voie offensive, celle de la lutte, qui seule peut faire céder la Montedison, (le premier recul du 12 août l'a montré), peut s'imposer !

Les derniers jours ont montré, qu'à condition que ceux qui en sont porteurs mènent la bataille pied à pied, elle peut faire du chemin !

Ainsi de nombreuses discussions ont abouti à ce que ce soit l'intersyndicale dans sa majorité qui s'empare de décisions importantes : ainsi, celle d'établir de premiers contacts avec les travailleurs textiles de plusieurs usines de Rhône-Poulenc, eux-mêmes touchés par les licenciements, en vue d'un soutien réciproque. Ainsi, la décision de bloquer la livraison des fils produits au regard de la décision récente de la direction de ne plus respecter l'accord du 12 août, dans lequel elle s'engageait à livrer le fuel nécessaire à la marche de l'usine !

La victoire est au prix de cette voie offensive !

La colère des travailleurs face à Casali, directeur de l'usine, le 24 août.

